

# JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	36 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif . . .	30 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif . . .	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1 fr. 50  
Par porteur ou par la poste,  
Togo, France et Colonies : 1 fr. 75  
Etranger : Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne . . . . .	2 fr
Minimum . . . . .	10 fr
La page . . . . .	200 fr
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum . . .	10 fr

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1938

- 18 octobre — Décret portant réorganisation du service des mandats d'articles d'argent franco-coloniaux. (Arrêté de promulgation n° 719 du 23 décembre 1938). . . . . 42
- 3 décembre — Décret rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies l'article 1<sup>er</sup> du décret du 2 mai 1938 relatif au crédit complétant l'article 124 du code de commerce. (Arrêté de promulgation n° 9 du 7 janvier 1939). . . . . 43

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

- 27 octobre — N° 596 — Arrêté abrogeant l'arrêté n° 601 en date du 14 novembre 1937 et fixant à nouveau le taux de la taxe de circulation. . . . . 44
- 27 octobre — N° 597 — Arrêté portant exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice des véhicules à gazogène et des gazogènes au territoire du Togo. . . . . 44
- 19 décembre — N° 4159 — Arrêté formant le collège des assesseurs près la cour d'assises du Togo pour l'année 1939 . . . . . 45
- 23 décembre — N° 713 — Arrêté abrogeant l'arrêté n° 660 du 1<sup>er</sup> décembre 1938 mettant sous le régime de surveillance sanitaire les navires en provenance de la Côte d'Ivoire (Grand-Bassam). . . . . 45
- 23 décembre — N° 714 — Arrêté relatif à l'exécution de la convention postale universelle du 20 mars 1934 et du règlement y annexé. . . . . 45

- 23 décembre — N° 715 — Arrêté fixant la date de mise en application du décret du 18 octobre 1938 portant réorganisation du service des mandats d'articles d'argent franco-coloniaux. . . . . 46
- 23 décembre — N° 716 — Arrêté relatif à l'exécution de l'arrangement de l'union postale universelle concernant les lettres et boîtes avec valeurs déclarées. . . . . 47
- 23 décembre — N° 717 — Arrêté relatif à l'exécution de l'arrangement de l'union postale concernant les mandats de poste. . . . . 47
- 23 décembre — N° 718 — Arrêté portant relèvement de certaines taxes postales et téléphoniques du régime intérieur franco-colonial et intercolonial. . . . . 47
- 24 décembre — N° 721 — Arrêté tendant à fixer les mesures à prendre en vue de la protection des eaux et forêts dans le territoire du Togo et de l'application du décret du 5 février 1938 sur le régime forestier . . . . . 49
- 28 décembre — N° 723 — Arrêté portant rétablissement du cercle de Klouto. . . . . 50
- 30 décembre — N° 727 — Arrêté portant prorogation d'exercice. . . . . 50
- 30 décembre — N° 728 — Arrêté portant prorogation de crédits de l'exercice 1938 . . . . . 51
- 31 décembre — N° 733 — Arrêté rendant provisoirement exécutoires les budgets du Togo pour l'exercice 1939. . . . . 52
- 31 décembre — N° 738 — Arrêté portant modification à l'arrêté n° 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits . . . . . 52

1939

- 6 janvier — N° 3 — Arrêté fixant la date de mise en application des nouveaux tableaux de la marche des trains . . . . . 52
- 6 janvier — N° 6 — Arrêté modifiant l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n° 649 du 17 décembre 1937 portant classement des résidences. . . . . 52

6 janvier	— No 15 — Décision déterminant les attributions des inspecteurs auxiliaires de police affectés dans les cercles.	53
7 janvier	— No 10 — Arrêté modifiant l'article 38 des clauses et conditions générales pour les fournitures de toutes espèces à exécuter en vertu de marchés passés par l'administration dans le territoire du Togo, rendues applicables par arrêté du 25 août 1938.	53
9 janvier	— No 12 — Arrêté mettant sous le régime de surveillance sanitaire les navires en provenance de Cotonou (Dahomey).	54
10 janvier	— No 14 — Arrêté fixant le montant de la provision mensuelle à constituer pour les dépenses à effectuer dans la métropole.	54
11 janvier	— No 16 — Arrêté mettant sous le régime de passeport sanitaire les voyageurs en provenance de Cotonou (Dahomey).	54
Nominations, mutations, etc.	concernant le personnel	55
Divers.		60

## PARTIE NON OFFICIELLE

### Avis et communications :

Avis d'adjudication.	65
Domaines.	66
Bulletin météorologique.	67

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### P. T. T.

#### Service des mandats d'articles d'argent franco-coloniaux

*ARRETE No 719 promulguant au Togo le décret du 18 octobre 1938 portant réorganisation du service des mandats d'articles d'argent franco-coloniaux.*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 18 octobre 1938 portant réorganisation du service des mandats d'articles d'argent franco-coloniaux;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 18 octobre 1938 portant réorganisation du service des mandats d'articles d'argent franco-coloniaux.

Lomé, le 23 décembre 1938.

GRADASSI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres des postes, télégraphes et téléphones, des finances et des colonies;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 5 avril 1921 modifiant le décret du 23 mai 1907 portant organisation d'un service de recouvrements franco-coloniaux;

Vu le décret du 26 mars 1924 portant réorganisation du service des mandats franco-coloniaux;

Vu le décret du 4 mai 1927 portant réorganisation du service des abonnements aux journaux dans les relations franco-coloniales;

Vu le décret du 18 septembre 1927 modifiant l'article 3 du décret du 26 mars 1924 précité;

Vu le décret du 25 juillet 1930 fixant le maximum du montant des mandats d'articles d'argent franco-coloniaux;

Vu l'arrêté interministériel du 23 avril 1932 portant fixation du montant maximum des mandats télégraphiques pouvant être émis et payés par les établissements secondaires;

Le conseil supérieur des postes, télégraphes et téléphones, entendu;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Des envois de fonds peuvent être effectués réciproquement entre la France et l'Algérie, d'une part, et les colonies françaises, d'autre part, au moyen de mandats d'articles d'argent, par voie postale et par voie télégraphique.

Le maximum du montant des envois est fixé à 10.000 francs.

Lorsque le bureau de destination de France ou d'Algérie des mandats télégraphiques est une agence postale d'un département autre que ceux du Bas-Rhin, du haut-Rhin et de la Moselle ou une recette auxiliaire rurale, le maximum de ces mandats ne peut être supérieur à 5.000 francs.

ART. 2. — Les envois de fonds visés à l'article 1<sup>er</sup> sont assujettis au même droit de commission que ceux du régime interne français et soumis d'une manière générale à la réglementation en vigueur dans ce régime. Ceux effectués sous la forme de mandats-cartes payables à domicile supportent la même taxe d'expédition et de factage que les envois de même nature du régime interne français.

Le droit de commission perçu sur les mandats délivrés dans les colonies est acquis aux budgets coloniaux.

ART. 3. — Le montant total des envois quotidiens qu'un même expéditeur peut adresser de France ou d'Algérie à un même bénéficiaire résidant aux colonies, conformément aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup>, ne peut être supérieur au maximum fixé.

Le nombre de ces envois effectués le même jour des colonies françaises par un même expéditeur à un même destinataire résidant en France ou en Algérie est, en principe, illimité. Toutefois, en cas de nécessité, les gouverneurs ont la faculté de limiter momentanément le nombre des envois effectués le même jour par un même expéditeur à un même destinataire résidant en France ou en Algérie. La décision du gouverneur doit être prise sur la proposition ou après avis du trésorier-payeur de la colonie.

ART. 4. — Indépendamment du droit de commission visé à l'article 2, il peut être établi sur les mandats échangés dans les relations avec les colonies une taxe supplémentaire représentant le change. Cette perception est fixée d'après les cours : aux colonies, par les gouverneurs, sur la proposition des trésoriers-payeurs et, en France, par le ministre des finances, le ministre des colonies et le ministre des postes, télégraphes et téléphones.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret concernant les envois de fonds par la voie télégraphique n'entreront en vigueur dans les colonies qui ne participent pas encore au service des mandats télégraphiques (établissements français dans l'Inde, Saint-Pierre et

Miquelon, établissements français de l'Océanie), qu'en vertu d'arrêtés interministériels pris par les ministres des colonies, des finances et des postes, télégraphes et téléphones.

ART. 6. — Dans les relations entre la France et l'Algérie, d'une part, et les colonies françaises, d'autre part, le service des abonnements aux journaux, revues et recueils périodiques, est soumis à la réglementation du régime interne français.

Les mandats établis sont assujettis au même droit de commission et à la même taxe additionnelle que les mandats d'abonnement du service français. Ces droit et taxe sont prélevés sur le prix de l'abonnement, lorsque l'éditeur a accepté que ce prélèvement soit opéré. Dans le cas contraire, le droit de commission et la taxe additionnelle sont acquittés par la partie versante en sus du montant de l'abonnement.

Le cas échéant, les mandats d'abonnement sont passibles de la taxe supplémentaire représentant le change. Cette taxe est perçue en sus du prix de l'abonnement.

ART. 7. — Les administrations des postes de la métropole et de l'Algérie et le service postal des colonies ne sont pas responsables des retards qui pourraient se produire dans la réception des journaux, ni des irrégularités qui seraient commises dans le service des abonnements.

ART. 8. — Dans les relations entre la France et l'Algérie d'une part, et les colonies françaises, d'autre part, le montant total des valeurs à recouvrer formant un même envoi ne peut dépasser le montant maximum des mandats tel qu'il est fixé à l'article 1<sup>er</sup> du présent décret.

ART. 9. — Dans les mêmes relations, le montant maximum du remboursement dont peuvent être grevés les objets de correspondance admis à la formalité de la recommandation et de la déclaration de valeur, est fixé à 5.000 francs.

ART. 10. — Les envois visés aux articles 8 et 9 sont soumis, d'une manière générale, à la réglementation du régime interne français. Ils sont passibles des mêmes droits et taxes et assujettis aux mêmes conditions de dépôt que les envois de même nature de ce régime.

ART. 11. — Lorsque l'émission des mandats donne lieu à la perception d'une taxe de change, le montant des valeurs à recouvrer et envois contre remboursement est majoré, avant présentation, d'une somme égale à la taxe de change applicable au mandat de règlement de compte.

ART. 12. — A l'égard des dispositions nouvelles qu'il renferme, le présent décret produira son effet trois mois après sa publication au journal officiel de la République française.

ART. 13. — Le ministre des postes, télégraphes et téléphones, le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 18 octobre 1938.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des postes, télégraphes et téléphones,*  
Jules JULIEN.

*Le ministre des finances,*  
Paul MARCHANDEAU.

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

## Code de commerce

ARRETE N° 9 promulguant au Togo le décret du 3 décembre 1938 rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère l'article 1<sup>er</sup> du décret du 2 mai 1938 relatif au crédit complétant l'article 124 du code de commerce.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 3 décembre 1938 rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère l'article 1<sup>er</sup> du décret du 2 mai 1938 relatif au crédit complétant l'article 124 du code de commerce;

Vu la dépêche ministérielle n° 10.108 en date du 8 décembre 1938;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 3 décembre 1938 rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies l'article 1<sup>er</sup> du décret du 2 mai 1938 relatif au crédit complétant l'article 124 du code de commerce.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 janvier 1938.

GRADASSI.

### RAPPORT

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 3 décembre 1938.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

En vue de faciliter la mobilisation des traités entre commerçants, l'article 1<sup>er</sup> du décret du 2 mai 1938, relatif au crédit, rend obligatoire, dans la métropole, l'acceptation des lettres de change sous peine de déchéance du terme de paiement lorsque ces traités ont été créés à l'occasion de fournitures de marchandises et que le tireur a rempli les obligations résultant pour lui du contrat.

Il m'est apparu qu'il y aurait intérêt à rendre applicables à l'ensemble de nos colonies les dispositions précitées.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 2 mai 1938 relatif au crédit;

### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1<sup>er</sup> du décret du 2 mai 1938, relatif au crédit, complétant l'article 124

du code de commerce, est rendu applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *journal officiel* de la République française et inséré au *bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 3 décembre 1938.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,  
Georges MANDEL.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Taxe de circulation

ARRETE N° 596 abrogeant l'arrêté n° 601 en date du 14 novembre 1937 et fixant à nouveau le taux de la taxe de circulation.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 601 en date du 14 novembre 1937 fixant le taux de la taxe de circulation;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 27 octobre 1938;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les indigènes venant d'une colonie étrangère ou s'y rendant, qui franchissent la frontière du territoire du Togo placé sous l'autorité de la France, dans les circonscriptions administratives de Mango, Sokodé, Atakpamé, Palimé doivent acquitter, dans les bureaux des cercles ou des subdivisions, une taxe de circulation fixée ainsi qu'il suit, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1939 :

- 1<sup>o</sup> — Une charge composée de produits d'importation à l'exception du sel et des kolas . . . 20 frs.
- 2<sup>o</sup> — Une charge de kolas . . . 5 frs.
- 3<sup>o</sup> — Une charge composée de produits du crû y compris le sel et les tissus fabriqués par les indigènes . . . 5 frs.
- 4<sup>o</sup> — Chevaux . . . 8 frs.
- 5<sup>o</sup> — Bovidés (bœufs, vaches, taureaux, veaux) . . . 5 frs.
- 6<sup>o</sup> — Moutons, chèvres, porcs . . . 1 fr.

ART. 2. — Toute charge est de 25 kilogrammes; une fraction de charge supérieure à 15 kilogrammes paie pour une charge entière. Une fraction comprise entre 6 kilogrammes et 15 kilogrammes paie pour une demi-charge. Une fraction égale ou inférieure à 6 kilogrammes paie un quart de charge.

ART. 3. — La même taxe est exigible des indigènes du territoire du Togo placé sous le mandat de la France lorsqu'ils se rendent en dehors du territoire.

ART. 4. — La taxe de circulation doit être acquittée par le chef de caravane ou tout porteur isolé dans le bureau de l'agence spéciale la plus proche. Une carte de circulation indiquant le détail des versements leur sera délivrée.

ART. 5. Le trafic du bétail ne peut avoir lieu que par les routes désignées aux caravanes par les autorités administratives.

ART. 6. — Les indigènes qui tenteraient de se soustraire au paiement de la taxe sont passibles d'une amende égale à six fois la valeur de la taxe. S'ils sont dans l'impossibilité de payer cette amende, une saisie sera opérée sur les animaux et marchandises convoyés, jusqu'à concurrence du montant de l'amende en se fixant sur les prix de la mercuriale.

ART. 7. — Sont abrogées à compter de la date de sa mise en vigueur les dispositions contraires au présent arrêté et notamment l'arrêté n° 601 du 14 novembre 1937.

ART. 8. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 octobre 1938.

L. MONTAGNÉ.

(Approuvé par lettre-avion n° 52 du 31 décembre 1938 du ministre des colonies).

### Taxe sur le chiffre d'affaires et taxe compensatrice

ARRETE N° 597 portant exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice des véhicules à gazogène et des gazogènes au territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 336 du 23 juillet 1935 déterminant les règles de perception de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice, notamment en son article 2;

Vu l'arrêté n° 337 du 23 juillet 1935 fixant les taux de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice et les arrêtés nos 507 et 518 du 9 novembre 1935, n° 179 du 12 mai 1936, n° 82 du 4 décembre 1936, n° 119 du 20 janvier 1937, n° 322 du 27 décembre 1937 le modifiant et le complétant;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 27 octobre 1938;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté n° 337 du 23 juillet 1935, fixant les taux de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice perçus dans le territoire du Togo, sont complétées comme suit :

Art. 3. — Ne sont pas assujettis au paiement de la taxe sur le chiffre d'affaires à l'importation les véhi-

cules automobiles à gazogène, les gazogènes utilisant les carburants forestiers ou des déchets d'origine végétale ainsi que leurs pièces de rechange.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 octobre 1938.

L. MONTAGNÉ.

(Approuvé par lettre-avion n° 51 du 24 décembre 1938 du ministre des colonies).

#### Cour d'assises du Togo

Par arrêté n° 4159 du :

19 décembre 1938 du Gouverneur Général p. i., Haut Commissaire de la République p. i. au Togo. — Sont désignés pour former le collège des assesseurs près la cour d'assises du Togo pour l'année 1939 :

#### 1<sup>re</sup> liste :

M.M. Laugier Maurice, 33 ans, ingénieur des travaux publics à Lomé,  
Boury Georges, 37 ans, chef de gare à Lomé,  
Grondard Alexandre, 31 ans, contrôleur des eaux et forêts à Lomé,  
Piquelin Louis, 39 ans, négociant — Exportateur à Lomé,  
Guerin Edmond, 40 ans, adjoint principal des services civils à Anécho,  
Robin Elie, 38 ans, ingénieur agronome à Atakpamé,  
Curtat-Cadet Georges, 46 ans, commerçant à Palimé,  
Charles Pierre, 40 ans, directeur Unelco à Lomé,  
Horard Léon, 50 ans, chef de la subdivision des travaux publics à Lomé,  
Caron Jules 34 ans, chef du service météorologique à Lomé,  
Trosselly Antoine, 37 ans, agent de commerce à Lomé,  
Combes René, 35 ans, instituteur, chef de secteur à Anécho.

#### 2<sup>e</sup> liste :

M.M. Bourreau Roger, 39 ans, directeur technique de la S. C. I. A. à Anécho,  
Gontier Rosaire, 44 ans, directeur de la Compagnie Générale du Togo à Agou-Tafié,  
Fillot Lucien, 43 ans, commerçant à Mango.

#### Santé publique

ARRETE N° 713 abrogeant l'arrêté n° 660 du 1<sup>er</sup> décembre 1938 mettant sous le régime de surveillance sanitaire les navires en provenance de la Côte d'Ivoire (Grand-Bassam).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 27 décembre 1928 portant réglementation de la police sanitaire maritime aux colonies;

Vu l'arrêté n° 660 du 1<sup>er</sup> décembre 1938 mettant sous le régime de surveillance sanitaire les navires en provenance de la Côte d'Ivoire (Grand-Bassam);

Sur la proposition du chef du service de santé, directeur de la santé;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Aucun nouveau cas de fièvre jaune n'ayant été signalé en Côte d'Ivoire depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1938, l'arrêté n° 660 du 1<sup>er</sup> décembre 1938 susvisé est abrogé à la date du 22 décembre 1938.

ART. 2. — Le chef du service de santé, directeur de la santé et le commandant du cercle du sud sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 décembre 1938.

GRADASSI.

#### Convention postale universelle

ARRETE N° 714 Relatif à l'exécution de la convention postale universelle du 20 mars 1934 et du règlement y annexé.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 429 du 31 juillet 1937, portant relèvement des taxes postales du régime international;

Vu le radiotélégramme officiel n° 228 s. e. du 22 novembre 1938, du Haut-Commissaire de la République à Dakar;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sous réserve de l'application des arrangements spéciaux conclus en vertu de l'article 5 de la convention postale universelle et des dispositions légales ou réglementaires concernant les correspondances circulant entre le Togo, la France, l'Algérie, les colonies françaises et les pays de protectorat ou assimilés, l'échange des correspondances ordinaires ou recommandées (lettres et cartes postales, papiers d'affaires, journaux et autres imprimés, échantillons de marchandises, petits paquets) entre le Togo d'une part, et les pays étrangers, d'autre part, aura lieu dans les conditions fixées par la convention précitée et le règlement y annexé.

ART. 2. — Les taxes à percevoir au Togo sur les correspondances ordinaires ou recommandées à destination des pays étrangers sont perçues conformément aux tarifs fixés par le tableau suivant :

#### Lettres :

	FRANCE
De 0 à 20 grammes . . . . .	2,25
Au-dessus de 20 grammes : par 20 grammes ou fraction de 20 grammes . . . . .	1,25

#### Cartes postales :

Pour la carte simple et pour chaque partie de la carte avec réponse payée . . . . .	1,25
---	------

#### Papiers d'affaires :

Par 50 grammes ou fraction de 50 grammes (avec minimum de perception de 2 frs. 25) . . . . .	0,45
--	------



## FRANCE

*Imprimés :*

Par 50 grammes ou fraction de 50 grammes 0,45

*Impressions en relief à l'usage  
des aveugles :*Par 1.000 grammes ou fraction de  
1.000 grammes . . . . . 0,20*Echantillons :*Par 50 grammes ou fraction de 50 grammes  
(avec minimum de perception de 90 centimes) 0,45*Petits paquets :*Par 50 grammes ou fraction de 50 grammes  
(avec minimum de perception de 4 frs. 50 . . . 0,90*Recommandation :*

Droit fixe . . . . . 2,50

ART. 3. — Les journaux et écrits périodiques expédiés directement par les éditeurs ou leurs mandataires bénéficient d'une réduction de 50 p. 100 sur le tarif général des imprimés, dans les relations avec les pays qui ont donné ou donneront leur assentiment à l'application de cette mesure; la même réduction est concédée, sous la même réserve et quels que soient les expéditeurs, aux livres ainsi qu'aux brochures et papiers de musique, à l'exclusion de toute publicité ou réclames autres que celles qui figurent sur la couverture ou les pages de garde des volumes; la taxe à percevoir, après l'abattement prévu, sera, le cas échéant, forcée au demi-décime.

ART. 4. — En cas d'absence ou d'insuffisance d'affranchissement, les objets de correspondance de toute nature, en provenance des pays étrangers, sont passibles, à la charge des destinataires, d'une taxe égale au double de l'affranchissement manquant ou de l'insuffisance, sans que cette taxe puisse être inférieure à 50 centimes.

Cette taxe sera, le cas échéant, forcée au demi-décime.

ART. 5. — Indépendamment des taxes applicables aux objets de la catégorie à laquelle ils appartiennent, les envois contre remboursement sont passibles d'un droit fixe de 4 frs. 50 par objet et d'un droit proportionnel au montant du remboursement, de 25 centimes par 50 francs ou fraction de 50 francs.

Les droits prévus à l'alinéa précédent restent acquis au trésor alors même que les envois feraient retour aux déposants.

Les envois contre remboursement ne donnent pas lieu à rémunération au profit du facteur encaisseur.

ART. 6. — L'expéditeur de tout objet recommandé à destination des pays étrangers participant au service des avis de réception peut demander, soit au moment du dépôt de cet objet, soit postérieurement, qu'il lui soit donné avis de sa réception par le destinataire.

Si l'avis de réception est demandé au moment même du dépôt de l'objet, le droit à payer est de 2 frs. Ce droit est fixé à 4 frs. lorsque la demande est présentée postérieurement au dépôt dudit objet.

Les demandes de renseignements relatives aux objets recommandés pour lesquelles la taxe de l'avis de réception n'a pas été acquittée donnent lieu à la perception d'un droit fixe de 4 frs. Ce droit peut être remboursé s'il est établi qu'il y a faute du service des postes.

ART. 7. — Sous réserve des exceptions au principe de la responsabilité, prévues par la convention postale universelle, le montant maximum de l'indemnité pour la perte d'un envoi recommandé du régime international est fixé à 350 francs.

ART. 8. — La taxe spéciale à percevoir, au Togo, sur les correspondances à distribuer par exprès, à destination des pays étrangers qui ont organisé ce mode de remise, est fixée à 4 frs. 50.

ART. 9. — Les envois postaux originaires de l'extérieur et reconnus contenir des objets passibles de droits et taxes perçus par le service des douanes sont, en outre, passibles d'une taxe de dédouanement de 3 frs. perçue au profit de l'administration des postes.

ART. 10. — La délivrance des cartes d'identité donne lieu à la perception d'une taxe de 10 francs.

ART. 11. — Le prix de vente des coupons-réponse est fixé à 4 francs.

ART. 12. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1939.

ART. 13. — Le chef du service des postes, télégraphes et téléphones est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 décembre 1938.

GRADASSI.

**Service des mandats d'articles d'argent  
franco-coloniaux**

**ARRETE N° 715 fixant la date de mise en application du décret du 18 octobre 1938 portant réorganisation du service des mandats d'articles d'argent franco-coloniaux.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo, et au Cameroun;

Vu le décret du 18 octobre 1938 portant réorganisation du service des mandats d'articles d'argent franco-coloniaux, promulgué au Togo par l'arrêté n° 719 du 23 décembre 1938;

Vu la circulaire (Colonies) n° 8.219 du 21 octobre 1938;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret du 18 octobre 1938 portant réorganisation du service des mandats d'articles d'argent franco-coloniaux entreront en application à compter du 20 janvier 1939.

ART. 2. — Le chef du service des postes, télégraphes et téléphones est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 décembre 1938.

GRADASSI.

**Taxes postales du régime international**

**ARRETE N° 716 relatif à l'exécution de l'arrangement de l'union postale universelle concernant les lettres et boîtes avec valeurs déclarées.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;  
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 429 du 31 juillet 1937, portant relèvement des taxes postales du régime international;

Vu le radiotélégramme officiel n° 228 s. e. du 22 novembre 1938, du Haut-Commissaire de la République à Dakar;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Les paragraphes 12 et 15 de l'arrêté du 31 juillet 1937 concernant les lettres et boîtes avec valeurs déclarées sont remplacés par le texte ci-après :

12° — Les taxes à percevoir au Togo, sur les lettres ou boîtes avec valeurs déclarées, à destination des pays étrangers, sont perçues conformément aux tarifs ci-après :

**1° — TRANSPORT :**

*Lettres.* — Même taxe que celle des lettres ordinaires.

*Boîtes.* — Par 50 grammes ou fraction de 50 grammes (avec minimum de perception de 10 frs.) : 2 frs.

**2° — RECOMMANDATION :**

*Lettres et boîtes.* — Droit fixe : 2 frs. 50.

**3° — ASSURANCE :**

*Lettres et boîtes.* — Par 2.000 francs ou fraction de 2.000 frs. de valeur déclarée : 2 francs.

15° — L'expéditeur de tout envoi contenant des valeurs déclarées peut demander, soit au moment du dépôt, soit postérieurement, qu'il lui soit donné avis de la réception de cet envoi par le destinataire. Si l'avis de réception est demandé au moment même du dépôt de l'objet, le droit à payer est de 2 frs; ce droit est fixé à 4 frs. lorsque la demande est formulée postérieurement au dépôt dudit objet.

Un droit de 4 frs. est également applicable à toute demande de renseignements formulée par l'expéditeur sur le sort d'une lettre ou d'une boîte de valeur déclarée pour laquelle un avis de réception n'a pas été réclamé antérieurement. Ce droit peut être remboursé s'il est établi qu'il y a eu faute du service des postes.

**ART. 2.** — Les dispositions de l'article 9 du décret du 8 juillet 1937 relatif à l'exécution de la convention postale universelle du 20 mars 1934 et du règlement y annexé, de même que les dispositions des articles 7, 10 et 11 du décret du 9 mars 1938 modifiant le décret du 8 juillet 1937 susvisé sont applicables, éventuellement, aux lettres et boîtes avec valeurs déclarées, dans les mêmes conditions qu'aux autres objets de correspondance.

**ART. 3.** — La date d'application des dispositions du présent arrêté est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1939.

**ART. 4.** — Le chef du service des postes, télégraphes et téléphones est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 décembre 1938.

**GRADASSI.**

**ARRETE N° 717 relatif à l'exécution de l'arrangement de l'union postale concernant les mandats de poste.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 429 du 31 juillet 1937, portant relèvement des taxes postales du régime international;

Vu le radiotélégramme officiel n° 228 s. e. du 22 novembre 1938, du Haut-Commissaire de la République à Dakar;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Les paragraphes 17, 20, 21 et 22 de l'arrêté du 31 juillet 1937 concernant les mandats de poste sont remplacés par le texte ci-après :

17° — Sous réserve des dispositions légales ou réglementaires concernant l'échange des mandats, le droit à percevoir au Togo sur les mandats à destination des pays adhérents à l'arrangement international du 20 mars 1934 se compose pour chaque mandat :

1° — D'un droit fixe de 2 frs. 25,

2° — D'un droit proportionnel sur la somme versée de 25 centimes par 50 frs. ou fraction de 50 francs.

20° — La taxe de l'avis de paiement d'un mandat est fixée à 2 frs. si la demande est présentée au moment de l'émission et à 4 frs. si la demande est formulée postérieurement au dépôt.

Toute demande de renseignements concernant le sort d'un mandat pour lequel un avis de paiement n'a pas été demandé au moment de l'émission donne lieu à la perception de la taxe de 4 frs.; cette taxe est remboursée lorsque l'enquête établit que le mandat n'a pas atteint son but par suite d'une faute de service.

21° — La réclamation concernant un mandat émis par une autre administration est soumise à la taxe de 4 francs.

22° — Les mandats qui, par la faute de l'expéditeur ou du destinataire, devront être soumis à la formalité du visa pour date, seront passibles d'une taxe de 4 francs.

**ART. 2.** — La date d'application des dispositions du présent arrêté est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1939.

**ART. 3.** — Le chef du service des postes, télégraphes et téléphones est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 décembre 1938.

**GRADASSI.**

**Relèvement des taxes postales et téléphoniques  
du régime intérieur, franco-colonial  
et intercolonial**

**ARRETE N° 718 portant relèvement de certaines taxes postales et téléphoniques du régime intérieur, franco-colonial et intercolonial.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 428 du 31 juillet 1937, portant relèvement des taxes postales, télégraphiques et téléphoniques du régime intérieur, franco-colonial et intercolonial;

Vu le radiotélégramme officiel n° 228 s. E. du 22 novembre 1938, du Haut-Commissaire de la République à Dakar;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans le régime intérieur, ainsi que dans les relations franco-coloniales et intercoloniales, les taxes postales des objets de correspondance désignés ci-après sont fixées comme suit :

	TAXE
<b>I — Lettres et paquets clos</b>	FRANCS
Jusqu'à 20 grammes . . . . .	0,90
Au-dessus de 20 gr. jusqu'à 50 gr. . . . .	1,20
Au-dessus de 50 gr. jusqu'à 100 gr. . . . .	1,60
Au-dessus de 100 gr. jusqu'à 200 gr. . . . .	2,20
Au-dessus de 200 gr. jusqu'à 300 gr. . . . .	2,70
Au-dessus de 300 gr. jusqu'à 400 gr. . . . .	3,20
Au-dessus de 400 gr. jusqu'à 500 gr. . . . .	3,70
Au-dessus de 500 gr. jusqu'à 1.000 gr. . . . .	5,00
Au-dessus de 1.000 gr. jusqu'à 1.500 gr. . . . .	7,00
Au-dessus de 1.500 gr. jusqu'à 2.000 gr. . . . .	8,80
Au-dessus de 2.000 gr. jusqu'à 2.500 gr. . . . .	10,50
Au-dessus de 2.500 gr. jusqu'à 3.000 gr. . . . .	11,50
(Poids maximum : 3.000 grammes)	
<b>II — Papiers de commerce et d'affaires</b>	
1° — Tarif général. . . . .	Tarif des lettres
2° — Factures, relevés de comptes ou de factures, bordereaux ou avis d'expédition et notes d'honoraires expédiés sous enveloppe ouverte ou sur carte à découvert et réduits à leurs énonciations constitutives :	
Jusqu'à 20 grammes . . . . .	0,70
Au delà de 20 grammes . . . . .	Tarif des lettres
3° — Livrets cadastraux échangés entre l'administration du cadastre et les propriétaires :	
Jusqu'à 250 grammes . . . . .	1,50
Au delà de 250 grammes . . . . .	Tarif des lettres
<b>III — Cartes postales ordinaires</b>	
1° — Cartes postales simples . . . . .	0,70
2° — Cartes postales avec réponse payée . . . . .	1,40
<b>IV — Cartes postales illustrées</b>	
1° — Tarif général. . . . .	Tarif des cartes postales ordinaires
2° — Cartes postales illustrées dont l'ensemble du verso est occupé par une illustration ou gravure, à l'exclusion de toute annotation manuscrite, lorsqu'elles portent au recto uniquement la date, la signature, l'adresse de l'expéditeur et cinq mots au plus de correspondance	0,40

### V — Cartes de visite

1° — Cartes de visite ne portant que les indications imprimées ou manuscrites autorisées sur les imprimés . . . . .

2° — Cartes de visite portant une inscription manuscrite de cinq mots ou de cinq initiales conventionnelles au plus, exprimant des souhaits, félicitations, remerciements, compliments de condoléances, ou autres formules de politesse . . . . .

3° — Cartes de visite portant des mentions autres que celles visées aux paragraphes 1° et 2° précédents sont assimilées aux cartes de visite les imprimés illustrés sur carte dépourvus de tout caractère commercial et dont les dimensions sont inférieures aux dimensions minimales des cartes postales . . . . .

### VI — Imprimés ordinaires, échantillons et paquets non clos

Jusqu'à 20 grammes . . . . .	0,30
Au-dessus de 20 gr. jusqu'à 50 gr. . . . .	0,40
Au-dessus de 50 gr. jusqu'à 100 gr. . . . .	0,60
Au-dessus de 100 gr. jusqu'à 200 gr. . . . .	1,00
Au-dessus de 200 gr. jusqu'à 300 gr. . . . .	1,40
Au-dessus de 300 gr. jusqu'à 400 gr. . . . .	1,80
Au-dessus de 400 gr. jusqu'à 500 gr. . . . .	2,20
Au-dessus de 500 gr. jusqu'à 1.000 gr. . . . .	3,50
Au-dessus de 1.000 gr. jusqu'à 1.500 gr. . . . .	5,50
Au-dessus de 1.500 gr. jusqu'à 2.000 gr. . . . .	7,30
Au-dessus de 2.000 gr. jusqu'à 2.500 gr. . . . .	9,00
Au-dessus de 2.500 gr. jusqu'à 3.000 gr. . . . .	10,00
(Poids maximum : 3.000 grammes)	

### VII — Dispositions spéciales concernant les imprimés ordinaires

1° — Imprimés présentés à l'affranchissement en numéraire, déposés en nombre au moins égal à 1.000, triés et enliassés par bureaux de distribution : jusqu'au poids de 20 grammes . . . . .

2° — Imprimés dits « urgents » (prix courants, mercuriales cotes de bourse ou d'offices de publicité et de vente, lettres de convocation ou d'invitation, avis de passage des voyageurs de commerce, avis de naissance, de mariage ou de décès, affiches, épreuves d'imprimerie et copies destinées à l'impression dans les journaux)

Taxe additionnelle : par objet . . . . . 0,20

### VIII — Avertissements et avis envoyés aux contribuables par les administrations financières

Jusqu'à 50 grammes . . . . .	0,30
avec majoration de . . . . .	0,90
pour les plis recommandés avec avis de réception.	

TAXE

FRANCS

Tarif des imprimés ordinaires

0,30

Tarif des lettres

0,30

0,40

0,60

1,00

1,40

1,80

2,20

3,50

5,50

7,30

9,00

10,00

0,20

0,20

0,30

0,90



	TAXE
	FRANCS
<b>IX — Droit fixe de recommandation</b>	
1° — Lettres et paquets clos, cartes postales ordinaires, cartes postales illustrées passibles du tarif général, envois de valeurs déclarées et enveloppes de valeurs à recouvrer . . . . .	1,60
2° — Autres objets. . . . .	1,00
<b>X — Avis de réception postal des objets chargés ou recommandés</b>	
1° — Demandé au moment du dépôt de l'objet . . . . .	1,00
2° — Demandé postérieurement au dépôt de l'objet . . . . .	2,00
<b>XI — Droit d'assurance des lettres et des boîtes de valeur déclarée</b>	
Jusqu'à 1.000 francs . . . . .	0,80
Par 1.000 francs ou fraction de 1.000 francs excédent . . . . .	0,30

ART. 2. — Le droit de commission à percevoir sur les mandats-poste du régime intérieur français est fixé ainsi qu'il suit :

	FRANCS
Jusqu'à 20 grammes . . . . .	0,75
Au-dessus de :	
20 frs. et jusqu'à 50 frs. . . . .	1,—
50 frs. et jusqu'à 100 frs. . . . .	1,50
100 frs. et jusqu'à 150 frs. . . . .	2,—
150 frs. et jusqu'à 200 frs. . . . .	2,50
200 frs. et jusqu'à 300 frs. . . . .	3,—
300 frs. et jusqu'à 400 frs. . . . .	4,—
400 frs. et jusqu'à 500 frs. . . . .	5,—
500 frs. et jusqu'à 1.000 frs. . . . .	6,—
1.000 frs. et jusqu'à 1.500 frs. . . . .	7,—
1.500 frs. et jusqu'à 2.000 frs. . . . .	8,—
2.000 frs. et jusqu'à 3.500 frs. . . . .	10,—
3.500 frs. et jusqu'à 5.000 frs. . . . .	12,—
5.000 frs. et jusqu'à 7.500 frs. . . . .	16,—
7.500 frs. et jusqu'à 10.000 frs. . . . .	20,—

Les mandats d'abonnement aux journaux acquittent, en sus du droit de commission, une taxe additionnelle de . . . . . 0,50

ART. 3. — La taxe de l'avis de paiement d'un mandat est fixée à 1 fr. lorsque la demande en est faite au moment du dépôt des fonds, et à 2 frs. si elle est formulée postérieurement au dépôt.

Toute réclamation formulée au sujet d'un mandat, d'une valeur à recouvrer ou d'un envoi contre remboursement donne lieu à la perception d'une taxe de 2 frs. qui est remboursée au réclamant s'il y a eu faute de service.

ART. 4. — La taxe unitaire des conversations téléphoniques est fixée ainsi qu'il suit :

	TAXE UNITAIRE	
	De jour	De nuit
	FRS.	FRS.
1° — Conversations locales . . . . .	0 85	
2° — Conversations interurbaines :		
a) Jusqu'à 100 kilomètres . . . . .	5 00	
b) Entre 100 et 300 kilomètres :		
Pour les 100 premiers kilomètres	5 00	
Par tranche entière supplémentaire de 100 kilomètres	3 00	
Par 33 kilomètres ou fraction de 33 kilomètres en excédent . . . . .	1 00	doubling de la taxe unitaire de jour.
c) Entre 300 et 500 kilomètres :		
Pour les 300 premiers kilomètres	11 00	
Par 50 kilomètres ou fraction de 50 kilomètres en excédent . . . . .	1 00	
d) Au-dessus de 500 kilomètres :		
Pour les 500 premiers kilomètres	15 00	
Par 100 kilomètres ou fraction de 100 kilomètres en excédent . . . . .	1 00	

ART. 5. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1939.

ART. 6. — Le chef du service des postes, télégraphes et téléphones est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué, et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 décembre 1938.

GRADASSI.

#### Protection des eaux et forêts

ARRETE No 721 tendant à fixer les mesures à prendre en vue de la protection des eaux et forêts dans le territoire du Togo et de l'application du décret du 5 février 1938 sur le régime forestier.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 5 février 1938 portant organisation du régime forestier du Togo;

Vu les lettres nos 1.227-ST. du 20 octobre 1938 et 1.520-ST. du 19 décembre 1938 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de la République relatives à la politique forestière;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le personnel des eaux et forêts en service au Togo est chargé :

1° — De la mise en œuvre des moyens prévus annuellement au plan de campagne et au budget en vue de la protection des forêts;

2° — De l'application, en ce qui le concerne, des dispositions du décret du 5 février 1938 sur le régime forestier du Togo.

ART. 2. — Ce personnel est placé sous les ordres d'un contrôleur des eaux et forêts dont la résidence est à Sokodé et dont l'activité s'étend, pour les questions de sa compétence, à l'ensemble du Territoire.

Le contrôleur des eaux et forêts relève du Commissaire de la République et correspond directement avec lui.

Cependant, afin d'informer les autorités administratives intéressées, il adresse pour information aux commandants de cercle copie des correspondances concernant leurs circonscriptions.

ART. 3. — Le contrôleur des eaux et forêts est chargé, en liaison avec les Sociétés Indigènes de Prévoyance, de l'établissement du projet de plan de campagne annuel. Il dresse notamment, dans les mêmes conditions, le projet d'aménagement des palmeraies à huiles.

Il dresse également chaque année le projet de budget intéressant la protection des forêts.

Il transmet ces documents au Commissaire de la République aux fins d'examen et approbation.

ART. 4. — Les plantations forestières administratives et des Sociétés Indigènes de Prévoyance sont placées sous la surveillance du contrôleur des eaux et forêts qui veille à leur entretien et fait toutes propositions utiles touchant leur conservation et, éventuellement, leur extension.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 décembre 1938.

GRADASSI.

#### Organisation administrative

ARRETE N° 723 portant rétablissement du cercle de Klouto.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 4 septembre 1935 fixant l'organisation territoriale du territoire du Togo placé sous le mandat de la France;

Vu l'arrêté n° 254 du 2 juillet 1936 portant organisation territoriale du cercle du sud;

Vu l'arrêté n° 255 du 2 juillet 1936 portant organisation territoriale du cercle du centre;

Vu le radiotélégramme n° 197-ST. du 12 octobre 1938 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de la République;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le cercle de Klouto est rétabli pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1939.

ART. 2. — Le cercle de Klouto est composé de l'actuelle subdivision de Klouto et du canton de l'Agotimé tel qu'il est défini par l'arrêté n° 254 en date du 2 juillet 1936 à l'exception du village de Batoumé qui demeure rattaché à la subdivision de Tsévié (cercle du sud).

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 décembre 1938.

GRADASSI.

#### Prorogation de crédits

ARRETE N° 727 portant prorogation d'exercice.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 24 février 1938 portant approbation des budgets du Togo pour l'exercice 1938;

Vu les rapports des chefs de service et commandants de cercle intéressés attestant que les travaux faisant l'objet du présent arrêté sont en cours d'exécution mais ne pourront être achevés avant le 31 décembre 1938;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est prorogée jusqu'au 28 février 1939 la période pendant laquelle pourront se consommer les frais de dépenses afférents aux travaux ci-après désignés :

#### CHAPITRE XI

##### ARTICLE 1 — PARAGRAPHE 4

##### Travaux publics :

Remises en état bornes frontières.

Entretien des routes, ponts et terrains d'aviation dans les cercles.

#### CHAPITRE XI

##### ARTICLE 2 — PARAGRAPHE 1

##### Mango :

Construction d'une école à Nano.

Construction d'une école à Bidjenga.

Reconstruction de 4 campements.

##### Tsévié :

Construction du dispensaire de Gapé.

##### Travaux publics :

Construction d'une salle terrasse à l'école de Kpota.  
Construction de cabanes démontables.

##### Sokodé :

Construction du bureau de Bassari.

Construction de la boucherie et de l'abattoir de Bassari.

Construction de cases pour le personnel indigène à Sokodé.

Construction d'un abattoir à Sokodé.

Construction d'un garage pour la case de passage à Sokodé.

Construction d'une école à Cambolé et à Djabatauré.  
Réparation d'un immeuble à Lama-Kara.

#### CHAPITRE XI

##### ARTICLE 2 — PARAGRAPHE 2

##### Mango :

Construction de ponts sur les rivières Aflode, Adjandide et Saragawa.

##### Anécho :

Blocage de la digue d'Anécho.

##### Travaux publics :

Construction de ponts à poutrelles enrobées sur les routes du nord.

## CHAPITRE XI

## ARTICLE 2 — PARAGRAPHE 3

*Anécho :*

Construction de puits.

*Atakpamé :*

Construction de puits.

*Lama-Kara :*

Construction de puits.

*Bassari :*

Construction de puits.

*Klouto :*

Construction de puits.

*Travaux publics :*

Forages de puits à Noépé et à Game.

Construction de puits à système Friry.

## CHAPITRE XXI

## ARTICLE 6 — PARAGRAPHE 1

*Atakpamé :*

Construction de hangars et campements pour la trypanosomiase.

*Sokodé :*

Construction d'un bâtiment pour la trypanosomiase à Sokodé.

*Lama-Kara :*

Construction d'un bâtiment pour la trypanosomiase à Lama-Kara.

*Mango :*

Travaux pour la trypanosomiase.

## CHAPITRE XXII

## ARTICLE 1 — PARAGRAPHE 1

*Travaux publics :*

Aménagement d'un bâtiment pour logement de domestiques à l'hôtel du gouvernement.

Réfection de la toiture du hall du grand marché de Lomé.

Construction d'un local grillagé pour viandes non vendues.

Construction d'un bâtiment à l'hôpital d'Anécho.

Construction d'une école à 2 classes à Adjido.

Construction d'un logement pour le directeur d'école à Zébé.

Remise en état des bâtiments de Tsévié.

Construction d'une porte métallique pour le hangar d'aviation de Lomé.

Réfection du cabanon pour aliénés.

Construction d'un édicule devant l'immeuble dit du secrétariat général.

Construction et réfection de barrières type champ de course à Lomé.

Construction d'un hangar à Zébé.

*Atakpamé :*

Construction d'une case de passage à Okou.

Aménagement d'un logement pour l'instituteur.

*Klouto :*

Construction du casernement des gardes-frontières à Kpadafe.

Construction d'un poste de police à Palimé.

Grosses réparations à l'hôpital de Palimé.

*Sokodé :*

Réfection d'un logement pour un agent des eaux et forêts.

## CHAPITRE XXII

## ARTICLE 2 — PARAGRAPHE 1

*Atakpamé :*

Route du Litimé.

*Klouto :*

Réfection routes de Dafo et de Kpadafe.

Construction de caniveaux.

*Anécho :*

Remise en état de la maternité de Vogan.

Réfection de la route Tchékpo-Dédéko-Tsévié.

*Sokodé :*

Réfection de la route d'émigration cabraise.

*Travaux publics :*

Construction d'un pont de 15 mètres sur le Lire.

*Tsévié :*

Remise en état du platelage du pont de la route Kéwé-Zolo.

Réfection de la route Tsévié-Gati.

Réfection des routes et ponts de Togblekové à Amakpavé.

*Travaux publics :*

Alimentation en eau des centres ruraux.

Construction de réservoirs et bâtiments.

ART. 2. — Le chef du service des travaux publics et des transports et les commandants des cercles du sud, d'Anécho, d'Atakpamé, de Klouto, de Sokodé et de Mango sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 30 décembre 1938.

GRADASSI.

ARRETE N° 728 portant prorogation de crédits de l'exercice 1938.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'article 65 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 24 février 1938 portant approbation du budget annexe du Togo, exercice 1938;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est prorogée jusqu'au 28 février 1939, la période pendant laquelle pourront se consommer les frais de dépenses afférents aux travaux ci-après désignés :

*Budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf :*

## CHAPITRE IV

## GROSSES RÉPARATIONS RÉSEAU FERRÉ

Article 1 — Paragraphe 1 — Transformation de wagons.

## CHAPITRE IX

## GROSSES RÉPARATIONS WHARF

Article 1 — Paragraphe 1 — Réfection de l'installation électrique du wharf.

Article 1 — Paragraphe 3 — Grosses réparations au wharf.

## CHAPITRE XIII

## DÉPENSES EXTRAORDINAIRES

Article 1 — Paragraphe 2 — Installation d'air comprimé dans les ateliers et achat d'un moteur électrique pour la commande du compresseur.

Article 1 — Paragraphe 6 — Réfection de la voie et construction de triangles de retournement.

Article 1 — Paragraphe 11 — Réfection des installations d'eau sur les lignes et de la canalisation du wharf.

ART. 2. — Le chef du service des travaux publics et des transports, sous-ordonnateur du budget annexe est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 30 décembre 1938.

GRADASSI.

Budgets

ARRETE N° 733 rendant provisoirement exécutoires les budgets du Togo pour l'exercice 1939.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment en son article 70;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont rendus provisoirement exécutoires pour l'exercice 1939 :

1° — Le budget local, approuvé en conseil d'administration le 12 novembre 1938, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de cinquante millions cinq cent trente quatre mille francs (50.534.000 frs.).

2° — Le budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf, approuvé en conseil d'administration le 12 novembre 1938, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de douze millions huit cent quatre vingt neuf mille francs (12.889.000 frs.).

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1939, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 décembre 1938.

GRADASSI.

Inspection des produits

ARRETE N° 738 portant modification à l'arrêté n° 520 bis, du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 520 bis, du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits;

Après avis de la chambre de commerce du Togo et du chef du service de l'agriculture;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 30 décembre 1938;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 52 de l'arrêté n° 520 bis, du 26 septembre 1934 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 52. — Pour les cafés, le cacao, le maïs et le coton, il est institué une campagne d'achat en dehors de laquelle il est interdit d'acheter ces produits aux planteurs ».

ART. 2. — Il est ajouté au même arrêté un article 55 bis, ainsi conçu :

« Art. 55 bis. — Pour le coton, les dates d'ouverture et de fermeture de la campagne sont fixées chaque année par arrêté pris sur la proposition du chef du service de l'agriculture, après avis de la chambre de commerce et des Sociétés Indigènes de Prévoyance ».

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 décembre 1938.

GRADASSI.

Marche des trains

ARRETE N° 3 fixant la date de mise en application des nouveaux tableaux de la marche des trains.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 703 du 15 décembre 1938, approuvant le nouveau tableau de la marche des trains;

Vu le télégramme-lettre-avion n° 1607 S. T. du 26 décembre 1938 de monsieur le Gouverneur Général, Haut-Commissaire de la République;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La date de mise en application des nouveaux tableaux de la marche des trains sur le chemin de fer du Togo est fixée au 15 janvier 1938.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 janvier 1939.

GRADASSI.

Classement des résidences

ARRETE N° 6 modifiant l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n° 649 du 17 décembre 1937 portant classement des résidences.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 23 janvier 1914 portant réglementation sur l'installation, l'ameublement, la domesticité et des frais divers des hôtels des gouverneurs et autres fonctionnaires ayant droit à la gratuité de logement et de l'ameublement aux colonies et des pays de protectorat;

Vu le décret du 26 mai 1937 portant modification du décret du 23 janvier 1914;

Vu le décret du 26 mai 1937 portant réglementation du logement et de l'ameublement aux colonies;

Vu l'arrêté n° 585 du 20 octobre 1938 rétablissant le cercle d'Anécho;

Vu l'arrêté n° 649 du 17 décembre 1937 portant classement des résidences et déterminant l'ameublement attribué à chaque classe;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n° 649 du 17 décembre 1937 susvisé est abrogé et remplacé par le texte ci-après :

Le classement des résidences est fixé comme suit :

1<sup>re</sup> classe : Résidence du commandant du cercle du centre à Atakpamé.

Résidence du commandant du cercle d'Anécho.

Résidence du commandant du cercle de Sokodé.

Résidence du commandant du cercle de Mango.

2<sup>e</sup> classe : Résidence du commandant de cercle de Klouto.

3<sup>e</sup> classe : Résidence du chef de la subdivision de Lomé.

Résidence du chef de la subdivision d'Atakpamé.

Résidence du chef de la subdivision de Tsévié.

Résidence du chef de la subdivision de Sokodé.

Résidence du chef de la subdivision de Lama-Kara.

Résidence du chef de la subdivision de Bassari.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 janvier 1939.

GRADASSI.

#### Police

*DECISION N° 15 déterminant les attributions des inspecteurs auxiliaires de police affectés dans les cercles.*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 444 du 9 août 1937 portant création et organisation de la direction de la police;

Vu l'arrêté n° 158 du 11 mars 1933, créant le cadre subalterne de la police du Territoire;

#### DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les inspecteurs auxiliaires de police affectés dans les cercles du Territoire servent sous l'autorité du commandant de cercle dans les conditions ci-dessous spécifiées.

ART. 2. — Ils remplissent les fonctions inhérentes à leur profession et grade : a) celles d'auxiliaire du commandant de cercle pour tout ce qui concerne le service de la police administrative, b) celles d'auxiliaire, pour tout ce qui concerne le service de la police judiciaire, du président du tribunal criminel et du président du tribunal du 1<sup>er</sup> degré du lieu, ainsi que des officiers de police judiciaire de leur résidence.

ART. 3. — Ils secondent également, sous l'autorité immédiate du directeur de la prison du lieu, le surveillant-chef de cette prison dans la tenue des registres prévus par l'article 6 (paragraphe 4) de l'arrêté n° 488 du 1<sup>er</sup> septembre 1933, relatif au régime pénitentiaire au Togo.

ART. 4. — Ces agents sont notés par le chef de subdivision, par le commandant de cercle et par le directeur de la police qui conserve sur eux un droit de contrôle technique.

ART. 5. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 6 janvier 1939.

GRADASSI.

#### Marchés de fournitures et de travaux

*ARRETE N° 10 modifiant l'article 38 des clauses et conditions générales pour les fournitures de toutes espèces à exécuter en vertu de marchés passés par l'administration dans le territoire du Togo, rendues applicables par arrêté du 25 août 1938.*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 18 novembre 1882, modifié par les décrets du 23 août 1919 et 2 avril 1927 qui établissent les principes de la concurrence et de la publicité en matière d'adjudication et marchés passés pour le compte du budget de l'Etat;

Vu l'arrêté du 25 août 1938 réglementant les conditions générales pour les fournitures de toutes espèces à exécuter en vertu de marchés passés par l'administration dans le territoire du Togo;

Vu la lettre n° 109 du 8 novembre 1938 du président de la chambre de commerce du Togo;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 7 janvier 1939;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 38 des clauses et conditions générales des marchés de fournitures et de travaux rendues applicables au Togo par arrêté du 25 août 1938 susvisé, est modifié comme suit :

*Délai pour la notification de l'approbation du contrat.*

« La décision du Commissaire de la République ou de son délégué portant approbation ou refus d'approbation des marchés passés par adjudication publique est notifiée à l'adjudicataire provisoire dans un délai de 15 jours après l'adjudication. Les dimanches et jours fériés y sont compris ».

Le reste sans changement.



ART. 2. — Le paragraphe 7 de l'article 41 « règles spéciales aux marchés de gré à gré » est modifié comme suit :

« La décision portant approbation des marchés de gré à gré est notifiée au fournisseur dans le délai fixé à l'article 38 pour les marchés passés par adjudication publique — c'est-à-dire dans les quinze jours qui suivent la date de leur souscription ».

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 janvier 1939.

GRADASSI.

#### Santé publique

*ARRETE No 12 mettant sous le régime de surveillance sanitaire les navires en provenance de Cotonou (Dahomey).*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le télégramme en date du 7 janvier 1939 du Gouverneur du Dahomey, signalant un cas suspect de maladie n° 10 (Européen) à Cotonou;

Vu le décret du 27 décembre 1928 portant réglementation de la police sanitaire maritime aux colonies;

Sur la proposition du chef du service de santé;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les navires en provenance du Dahomey (Cotonou) seront considérés comme suspects et mis en surveillance sanitaire.

ART. 2. — Les passagers débarqués à Lomé seront soumis à la visite médicale pendant une période de 6 jours à compter du débarquement.

ART. 3. — Aucune communication avec la terre ne pourra avoir lieu de nuit (entre 18 h. et 6 h. du matin). Aucun travail d'embarquement ou de débarquement ne sera effectué de nuit.

ART. 4. — Si le navire emploie des manœuvres togolais (kroumens) pour le travail de déchargement et de chargement, à son bord, ces manœuvres devront ne jamais quitter le navire pendant toute la durée du séjour en rade. Le travail terminé, les manœuvres seront débarqués de jour et mis en surveillance au lazaret pendant une période de 6 jours à compter de l'arrivée du navire.

ART. 5. — Seuls seront autorisés à monter à bord de 6 h. à 18 h. :

1° — Le médecin arraisonneur, agent ordinaire de la santé;

2° — L'agent principal de la santé;

3° — L'agent de la compagnie;

4° — A l'arrivée du navire, l'inspecteur de la sûreté;

5° — Le chef du service des douanes.

Ces personnes ne devront en aucun cas être accompagnées de leur secrétaire ou commis.

ART. 6. — Le chef du service de santé et le commandant du cercle de Lomé sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 janvier 1939.

GRADASSI.

#### Constitution de provision pour les dépenses à effectuer dans la Métropole

*ARRETE No 14 fixant le montant de la provision mensuelle à constituer pour les dépenses à effectuer dans la métropole.*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu les articles 254 et 255 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté interministériel en date du 22 octobre 1929, fixant les modalités afférentes aux dépenses à effectuer en France, en Algérie, dans les colonies et pays de protectorat;

Vu le radiotélégramme officiel n° 5 F.2/A. du 5 janvier 1939 du Haut-Commissaire de la République au Togo fixant le montant de la provision mensuelle à constituer pour les dépenses à effectuer dans la métropole;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le montant de la provision mensuelle à constituer par le budget local du Togo pour les dépenses à effectuer hors du Territoire pendant l'année 1939 est fixé à cinq cent mille francs (500.000 frs.).

ART. 2. — La provision devra être constituée, au plus tard, le 25 de chaque mois pour le mois suivant au moyen d'un mandat au chapitre d'ordre du budget local.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 janvier 1939.

GRADASSI.

#### Santé publique

*ARRETE No 16 mettant sous le régime de passeport sanitaire les voyageurs en provenance de Cotonou (Dahomey).*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 11 novembre 1929 sur la protection de la santé publique aux colonies;

Vu l'arrêté n° 634 du 27 octobre 1933 fixant les mesures d'ordre spécial, temporaire et défensif, destinées à prévenir, à faire cesser les épidémies de typhus amaryl au Togo;

Vu le télégramme en date du 7 janvier 1939 du Gouverneur du Dahomey signalant un cas suspect de fièvre jaune (européen) à Cotonou;

Sur la proposition du chef du service de santé;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les voyageurs en provenance du Dahomey (Cotonou) entrant au Togo seront mis sous le régime de passeport sanitaire comportant les mesures sanitaires suivantes :

Aucune entrée ou sortie du Territoire ne sera permise entre 18 h. et 6 heures du matin.

Chaque voyageur indigène sera soumis à un examen médical sommaire (prise de température) au passage de la frontière et muni d'un passeport sanitaire.

Les passagers européens et assimilés seront munis d'un passeport sanitaire et soumis à une visite sanitaire quotidienne pendant 6 jours. Si l'autorité sanitaire le juge nécessaire, ils pourront être mis en observation sous grillage ou sous moustiquaire, soit dans une formation sanitaire, soit à domicile.

Les passagers indigènes subiront, avant de poursuivre leur voyage dans le Territoire, une mise en observation sanitaire de six jours par les soins du médecin de la circonscription sanitaire de Lomé.

La désinsectisation des marchandises ou bagages de tous les voyageurs pourra être, au besoin, prescrite et opérée par les soins des autorités sanitaires.

ART. 2. — Le chef du service de santé et les administrateurs commandant les cercles de Lomé et d'Anécho sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 11 janvier 1939.  
GRADASSI.

## ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

### ACTES DU POUVOIR LOCAL

#### PERSONNEL EUROPEEN

##### Tableau d'avancement (1<sup>er</sup> semestre 1939)

Par arrêté n° 724 du :

28 décembre 1939. Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel de la trésorerie du Togo pour le premier semestre 1939 :

*Pour le grade de payeur de 3<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

M. Saint-Criq, commis principal de 1<sup>re</sup> classe.

*Pour le grade de commis principal hors classe :*  
(au choix)

M. Saint-Criq, commis principal de 1<sup>re</sup> classe.

*Pour le grade de commis principal de 1<sup>re</sup> classe :*  
(au choix)

M. Larrère, commis principal de 2<sup>e</sup> classe.

Par arrêté n° 725 du :

28 décembre 1938. — Est inscrit au tableau d'avancement du personnel du cadre local européen des conducteurs de travaux agricoles et forestiers du Togo pour le premier semestre 1939 :

*Pour le grade d'aide-conducteur des travaux agricoles et forestiers de 2<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

M. Horard Gustave, aide-conducteur des travaux agricoles et forestiers de 3<sup>e</sup> classe.

#### Promotions

Par arrêté n° 734 du :

31 décembre 1938. — Sont promus, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1939, les fonctionnaires des cadres locaux européens du Togo dont les noms suivent :

#### A — SERVICES CIVILS

*Au grade d'adjoint principal de 2<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

M. Maillet Jean, adjoint principal de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis de 1<sup>re</sup> classe :*  
(au choix)

M. Degoul Jean, commis de 2<sup>e</sup> classe.

#### B — TRAVAUX PUBLICS

*Au grade de chef ouvrier d'art de 3<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

M. Stoll René, ouvrier d'art principal de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade de surveillant de 2<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

M. Mandon René, surveillant de 3<sup>e</sup> classe.

#### C — CHEMIN DE FER

*Au grade de chef ouvrier d'art de 2<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

M. Watteau Louis, chef ouvrier d'art de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier d'art de 4<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

M. Cantara Louis, ouvrier d'art de 5<sup>e</sup> classe.

#### D — POLICE

*Au grade d'inspecteur de police de 1<sup>re</sup> classe :*  
(au choix)

M. Ginot Henri, inspecteur de police de 2<sup>e</sup> classe.

#### E — AGRICULTURE

*Au grade de conducteur en chef de 2<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

M. Fontaine André, conducteur principal de 1<sup>re</sup> cl.

*Au grade d'aide-conducteur de 2<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

M. Horard Gustave, aide-conducteur de 3<sup>e</sup> classe.

#### F — TRÉSOR

*Au grade de commis principal hors classe :*  
(au choix)

M. Saint-Criq, commis principal de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade de commis principal de 1<sup>re</sup> classe :*  
(au choix)

M. Larrère, commis principal de 2<sup>e</sup> classe.

#### Rappel à l'activité

Par arrêté n° 11 du :

9 janvier 1939. — Mr. Jagu Pierre, adjoint de 1<sup>re</sup> classe des services civils du Togo, en disponibilité depuis le 10 août 1938, est rappelé sur sa demande à l'activité, pour compter de la veille du jour de son embarquement à destination de Lomé.

#### Affectations

Par décisions des :

28 décembre 1938. — M. Demonio, administrateur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe des colonies, est chargé des fonctions de commandant de cercle par intérim de Klouto et de la présidence du tribunal criminel et du tribunal du 2<sup>e</sup> degré.

M. Maugis, adjoint des services civils, est chargé provisoirement et cumulativement avec ses fonctions actuelles de la présidence du tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Palimé.

30 décembre 1938. — M. Fréau Max, adjoint des services civils, en service à Anécho, est affecté au cabinet du Commissaire de la République à Lomé.

M. Jagu, adjoint des services civils, prochainement attendu au Territoire, est affecté au cercle d'Anécho (service général) et chargé de la présidence du tribunal du premier degré.

31 décembre 1938. — M. Bonnard Louis, sous-inspecteur d'exploitation après 2 ans du cadre commun supérieur des chemins de fer de l'A. O. F. est nommé chef p. i. du bureau de la comptabilité-finances du chemin de fer pendant l'absence de Mr. Jonca Jacques, chef du bureau après 2 ans du cadre commun supérieur des chemins de fer de l'A. O. F., titulaire d'un congé administratif.

Mr. Lugan Jean, chef de gare hors classe du cadre local des chemins de fer du Togo est nommé chef du service élémentaire de l'exploitation p. i. en remplacement de Mr. Bonnard, sous-inspecteur après 2 ans des chemins de fer de l'A. O. F., appelé à d'autres fonctions.

#### Examen à l'emploi de commissaire de police

Par décision n° 17 du :

6 janvier 1939. — M. Ginét, inspecteur de police de 1<sup>re</sup> classe, est autorisé à subir les épreuves de l'examen pour l'emploi de commissaire de police de 3<sup>e</sup> classe du Togo.

Les épreuves seront subies le 26 janvier 1939 à partir de 8 heures à l'immeuble de la documentation générale.

Par arrêté n° 4 du :

6 janvier 1939. — La commission de surveillance des épreuves de l'examen à l'emploi de commissaire de police de 3<sup>e</sup> classe qui aura lieu à Lomé le 26 janvier 1939 est fixée ainsi qu'il suit :

M. M. Siro, chef du service de l'enseignement	<i>Président</i>
Saint-Criq, commis principal hors-classe du trésor,	} <i>Membres</i>
Milléliri, adjoint principal des services civils.	

La commission chargée de la correction des épreuves de l'examen à l'emploi de commissaire de police de 3<sup>e</sup> classe est composée ainsi qu'il suit :

M. M. Bernard, procureur de la République,	<i>Président</i>
Monragues, chef du bureau des affaires politiques,	} <i>Membres</i>
Siro, chef du service de l'enseignement	
Rehart, directeur de police,	
Fréau, adjoint des services civils chargé de la section du personnel.	

La commission se réunira dans les bureaux du gouvernement sur la convocation de son président.

#### Passage automatique

Par décision n° 11 du :

4 janvier 1939. — Le passage automatique à l'échelon de solde supérieur suivant est constaté à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1939 :

M. Artaxe André, chef ouvrier d'art avant 18 mois du cadre commun supérieur des chemins de fer de l'A. O. F. qui compte dans l'échelon actuel 18 mois d'ancienneté et de présence à la colonie.

#### Reintégration

Par décision n° 33 du :

10 janvier 1939. — M. Droniou, contrôleur de 2<sup>e</sup> classe du cadre métropolitain des douanes en service au Togo, est réintégré provisoirement dans son administration d'origine à compter du 15 mars 1939, date à partir de laquelle son traitement sera supporté par le budget métropolitain.

#### PERSONNEL INDIGÈNE

##### Tableau d'avancement

Par arrêté n° 726 du :

29 décembre 1938. — Est inscrit au tableau d'avancement pour l'année 1939 :

*Pour le grade d'instituteur :*

M. Randolph Léopold, instituteur-adj. de 3<sup>e</sup> échelon.

##### Promotions

Par arrêté n° 735 du :

31 décembre 1938. — Est promu, dans le personnel des instituteurs du cadre secondaire de l'enseignement primaire de l'A. O. F., pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1939 :

*Au grade d'instituteur :*

M. Randolph Léopold, instituteur-adj. de 3<sup>e</sup> échelon.

Par arrêté n° 736 du :

31 décembre 1938. — Sont promus, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1939, les agents indigènes dont les noms suivent :

##### A — ENSEIGNEMENT OFFICIEL

*Au grade d'instituteur ordinaire de 1<sup>re</sup> classe :*  
(au choix)

Tocou Michel, instituteur ordinaire de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'instituteur ordinaire de 2<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Boehm Chrysostome, instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade d'instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe :*  
(au choix)

Ajavon Henri, instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe.  
Kouanvhi Laurent, instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe.  
Degboe Alphonse, instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe.  
Ekoue Pierre, instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe.  
Kponton Hubert, instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe.  
Lawson Joseph, instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Adoté Jacob, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe.  
Kpodar Louis, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe.  
Fumey Arnold, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe.  
Kponton Lucien, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe :*  
(à l'ancienneté)

Moreira Benoît, instituteur-adjoint de 4<sup>e</sup> classe.  
(au choix)

Colley Augustin, instituteur-adjoint de 4<sup>e</sup> classe.  
Johnson Georges, instituteur-adjoint de 4<sup>e</sup> classe.  
Tekoe Alexandre, instituteur-adjoint de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'instituteur-adjoint de 4<sup>e</sup> classe :*

(au choix)

Akoueté Adoté Jean, instituteur-auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe.  
Ayivi Abraham, instituteur-auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade d'instituteur-auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe :*

(au choix)

Houenassou Daniel, instituteur-auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe.  
Sitti Jean, instituteur-auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de moniteur de 1<sup>re</sup> classe :*

(au choix)

Goudeagbe William, moniteur de 2<sup>e</sup> classe.  
Barrigah Samuel, moniteur de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de moniteur de 2<sup>e</sup> classe :*

(au choix)

Prince Alexandre, moniteur de 3<sup>e</sup> classe.  
Yekple Mensah Joseph, moniteur de 3<sup>e</sup> classe.  
Kouassi Daniel, moniteur de 3<sup>e</sup> classe.  
Randolph Adéline, monitrice de 3<sup>e</sup> classe.  
Akueson Arthur, moniteur de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de moniteur de 3<sup>e</sup> classe :*

(au choix)

Johnson Denis, moniteur de 4<sup>e</sup> classe.  
Houedako Ambroise, moniteur de 4<sup>e</sup> classe.  
Hundt Josephine, monitrice de 4<sup>e</sup> classe.  
Afoutou Maxime, moniteur de 4<sup>e</sup> classe.  
Bonin François, moniteur de 4<sup>e</sup> classe.

## B — ENSEIGNEMENT PRIVÉ

*Au grade de moniteur de 1<sup>re</sup> classe :*

(au choix)

Kowu Pierre, moniteur de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de moniteur de 2<sup>e</sup> classe :*

(au choix)

Agbobly Emmanuel, moniteur de 3<sup>e</sup> classe.  
Bruce Thomas, moniteur de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de moniteur de 3<sup>e</sup> classe :*

(au choix)

Ecoue Jérôme, moniteur de 4<sup>e</sup> classe.  
Ahyee Jacques, moniteur de 4<sup>e</sup> classe.  
Nubukpo Michel, moniteur de 4<sup>e</sup> classe.  
Quenum Pierre, moniteur de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade de moniteur de 4<sup>e</sup> classe :*

(au choix)

Amouzou Gabriel, moniteur de 5<sup>e</sup> classe.  
Sogan Simon, moniteur de 5<sup>e</sup> classe.  
Lacle Pierre, moniteur de 5<sup>e</sup> classe.  
Eklou François, moniteur de 5<sup>e</sup> classe.

## C — DOUANES

*Au grade de préposé de 1<sup>re</sup> classe :*

(au choix)

Pietri Lazare, préposé de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de préposé de 2<sup>e</sup> classe :*

(au choix)

Romao Joseph, préposé de 3<sup>e</sup> classe.  
Kouevi Cyrus, préposé de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de préposé de 4<sup>e</sup> classe :*

(au choix)

Eklou Michel, préposé de 5<sup>e</sup> classe.  
Ajayee Dominique, préposé de 5<sup>e</sup> classe.  
Toovi Prosper, préposé de 5<sup>e</sup> classe.  
Batonon Bernard, préposé de 5<sup>e</sup> classe.

## D — P. T. T.

*Au grade de commis hors classe :*

(au choix)

Boccovi Ambroise, commis de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade de commis de 1<sup>re</sup> classe :*

(au choix)

Maleaux Joseph, commis de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis de 5<sup>e</sup> classe :*

(au choix)

Ephoevi Charles, commis de 6<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis de 6<sup>e</sup> classe :*

(au choix)

Gomez C. Robert, commis de 7<sup>e</sup> classe.

*Au grade de facteur de 1<sup>re</sup> classe :*

(au choix)

Capochichi Marc, facteur de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de facteur de 3<sup>e</sup> classe :*

(au choix)

Bouraima Samuel, facteur de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de surveillant auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe :*

(au choix)

Lantam Ali, surveillant auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe.

## E — SANTÉ

*Au grade d'aide-médecin de 1<sup>re</sup> classe :*

(au choix)

Kouevi Gabriel, aide-médecin de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'aide-médecin de 2<sup>e</sup> classe :*

(au choix)

Lawson Body Martin, aide-médecin de 3<sup>e</sup> classe.  
Ayeva Dermann, aide-médecin de 3<sup>e</sup> classe.  
Adigo Akakpo Louis, aide-médecin de 3<sup>e</sup> classe.  
Amégnigan Urbain, aide-médecin de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'aide-médecin de 3<sup>e</sup> classe :*

(au choix)

Aballo Jean, aide-médecin de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'aide-médecin de 4<sup>e</sup> classe :*

(au choix)

Nikoue Clément, aide-médecin de 5<sup>e</sup> classe.  
de Souza Etienne, aide-médecin de 5<sup>e</sup> classe.  
Kangni Lucien, aide-médecin de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier-major de 3<sup>e</sup> classe :*

(au choix)

Moussa Michel, infirmier-major de 4<sup>e</sup> classe.  
Djadoo Cécilia, infirmière-major de 4<sup>e</sup> classe.  
Kouevi Louis, infirmier-major de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier-major de 4<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Akouete Jean, infirmier-major de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier-major de 5<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Wood Anna, infirmière de 1<sup>re</sup> classe.

Adjidoh Guillaume, infirmier de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade d'infirmier de 1<sup>re</sup> classe :*  
(au choix)

Gnassounou Toussaint, infirmier de 2<sup>e</sup> classe.

Fadikpe René, infirmier de 2<sup>e</sup> classe.

Agbaglah Jean, infirmier de 2<sup>e</sup> classe.

Nyavor Pius, infirmier de 2<sup>e</sup> classe.

Kponton Quam-Dessou Sylvestre, infirmier de 2<sup>e</sup> cl.

Akpah Félix, infirmier de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier de 2<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Gbeto Félix, infirmier de 3<sup>e</sup> classe.

Agbodjan Etienne, infirmier de 3<sup>e</sup> classe.

Schneider William, infirmier de 3<sup>e</sup> classe.

Kouassigan Gabriel, infirmier de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier de 3<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Panou Robert, infirmier de 4<sup>e</sup> classe.

Anani Emmanuel, infirmier de 4<sup>e</sup> classe.

Mienso Ambroise, infirmier de 4<sup>e</sup> classe.

Ohin Richard, infirmier de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier de 4<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Nyame Alfred Louis, infirmier de 5<sup>e</sup> classe.

Gnassounou Léon, infirmier de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade de brigadier-chef de 2<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Blabou Jacob, brigadier d'hygiène de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade de garde d'hygiène de 1<sup>re</sup> classe :*  
(au choix)

Lawson Laison Joseph, garde d'hygiène de 2<sup>e</sup> classe.

Afanvi Dossouvi, garde d'hygiène de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de garde d'hygiène de 2<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Adjangba Marc, garde d'hygiène de 3<sup>e</sup> classe.

Lacle Antoine, garde d'hygiène de 3<sup>e</sup> classe.

**F — COMMIS D'ADMINISTRATION**

*Au grade de commis ppal. d'administration de 4<sup>e</sup> cl. :*  
(au choix)

Adjivon Séverin, commis ppal. d'administ. de 5<sup>e</sup> cl.

*Au grade de commis ppal. d'administration de 6<sup>e</sup> cl. :*  
(au choix)

Quashie William, commis d'administ. de 1<sup>re</sup> classe.

Alomenou Emmanuel, commis d'administ. de 1<sup>re</sup> cl.

Bannerman Pierre, commis d'administ. de 1<sup>re</sup> classe.

da Ernestho Léopold, commis d'administ. de 1<sup>re</sup> cl.

*Au grade de commis d'administration de 1<sup>re</sup> classe :*  
(au choix)

Agboton Albert, commis d'administration de 2<sup>e</sup> classe.

Akpalo John, commis d'administration de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis d'administration de 2<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Lawson Laté Bernardin, commis d'administ. de 3<sup>e</sup> cl.

*Au grade de commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Adotevi Barthélémy, commis d'administ. de 4<sup>e</sup> classe.

Dossou François, commis d'administration de 4<sup>e</sup> cl.

Tossou Abalo, commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe.

Duegah Joseph, commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe.

Yevu Joseph, commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Foly Joseph, commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe.

Hundt John Otto, commis d'administration de 5<sup>e</sup> cl.

Atayi John Emmanuel, commis d'administ. de 5<sup>e</sup> cl.

Ajavon Blaise, commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe.

Amouzou Vitus, commis d'administration de 5<sup>e</sup> cl.

Kuadjovih Cadmus, commis d'administration de 5<sup>e</sup> cl.

David Adolphe, commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe.

Adjevi Sylvain, commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe.

Wallabregue Robert, commis d'administration de 5<sup>e</sup> cl.

Ajavon Adolphe, commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Gbaguidi Léonard, commis d'administration de 6<sup>e</sup> cl.

Brym Daniel, commis d'administration de 6<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis d'administration de 6<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Lawson Léonard, commis d'administration de 7<sup>e</sup> classe.

Mebounou Michel, commis d'administration de 7<sup>e</sup> cl.

Atayi Ayi Jonathan, commis d'administration de 7<sup>e</sup> cl.

Hantz Richard, commis d'administration de 7<sup>e</sup> classe.

Gbedey Théophile, commis d'administration de 7<sup>e</sup> cl.

Eyebiyi Samuel, commis d'administration de 7<sup>e</sup> classe.

Quevisson Charles, commis d'administration de 7<sup>e</sup> cl.

Santos Paulin, commis d'administration de 7<sup>e</sup> classe.

Adouvi Charles, commis d'administration de 7<sup>e</sup> classe.

**G — INTERPRÈTES**

*Au grade d'interprète principal de 5<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Tiedre Yao, interprète de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade d'interprète de 1<sup>re</sup> classe :*  
(au choix)

Adjallé Atisso Ignace, interprète de 2<sup>e</sup> classe.

**H — PLANTONS**

*Au grade de planton de 3<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Gnimavo Amoussou, planton de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade de planton de 4<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Hinde Tossou, planton de 5<sup>e</sup> classe (conserve un reliquat d'ancienneté de 1 an 7 mois 1 jour de services militaires).

*Au grade de planton de 5<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Folli Louis, planton de 6<sup>e</sup> classe.



*Au grade de planton de 6<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Tahoulan Christophe, planton de 7<sup>e</sup> classe.

*Au grade de planton de 7<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Assagba Michel, planton de 8<sup>e</sup> classe.

#### I — POLICE

*Au grade d'inspecteur auxiliaire de 3<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Deckon Cosme Félix, inspecteur auxiliaire de 4<sup>e</sup> cl.

*Au grade d'inspecteur auxiliaire de 6<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Comlan Georges, inspecteur auxiliaire de 7<sup>e</sup> classe.  
Bruce Cuthbert, inspecteur auxiliaire de 7<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'inspecteur auxiliaire de 7<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Comlan Paulin, inspecteur auxiliaire de 8<sup>e</sup> classe.

#### J — AGRICULTURE

*Au grade de moniteur de 2<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Atsou Ebenezer Eho, moniteur de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de moniteur de 3<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Hunsihoue Anatole Samson, moniteur auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade de moniteur auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe :*  
(au choix)

Amehame K. Barnabé, moniteur auxiliaire de 2<sup>e</sup> cl.  
Gokonous Remi, moniteur auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de moniteur auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Houenou Justin, moniteur auxiliaire de 3<sup>e</sup> classe.  
Eyebiyi Salomon, moniteur auxiliaire de 3<sup>e</sup> classe.

#### K — TRAVAUX PUBLICS

*Au grade de maître-ouvrier de 2<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Amadou Moïse, maître ouvrier de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Djondo Pierre, ouvrier de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier de 1<sup>re</sup> classe :*  
(au choix)

Kouevi Joseph, ouvrier de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier de 2<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Kouassi Nicolas, ouvrier de 3<sup>e</sup> classe.  
Ouabi Sant'Anna, ouvrier de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier de 3<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Ayikoué Thomas, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe.  
Etou Frantz, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe.  
Couassi Essé, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier de 4<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Tetevi Adanbounou, ouvrier de 5<sup>e</sup> classe.  
Kpakpo Gabriel, ouvrier de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier de 5<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Kouassi Adrien, ouvrier de 6<sup>e</sup> classe.  
Kouvalé Joseph, ouvrier de 6<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'opérateur de 6<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

d'Almeida Alexandre, opérateur de 7<sup>e</sup> classe.

*Au grade de surveillant de route de 6<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Codjie Stéphan, surveillant de 7<sup>e</sup> classe.  
Ouro Gafu Condo, surveillant de 7<sup>e</sup> classe.  
Kondi Addo, surveillant de 7<sup>e</sup> classe.

*Au grade de mécanicien-conducteur ppal. de 2<sup>e</sup> cl.*  
(au choix)

Agbagla Bernard, mécanicien-cond. ppal. de 3<sup>e</sup> cl.

*Au grade de mécanicien-conducteur ppal. de 3<sup>e</sup> cl.*  
(au choix)

Kouaou Koumako Joseph, méc.-cond. ppal. de 4<sup>e</sup> cl.  
Koko Kouassi, mécanicien-cond. ppal. de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade de mécanicien-conducteur de 1<sup>re</sup> classe :*  
(au choix)

Amoussou Afanou Ambroise, méc.-cond. de 2<sup>e</sup> cl.  
Otto Reinhard, mécanicien-conducteur de 2<sup>e</sup> classe.  
Dossah Philippe, mécanicien-conducteur de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de mécanicien-conducteur de 2<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Yeo Boniface, mécanicien-conducteur de 3<sup>e</sup> classe.  
Andreas Allen, mécanicien-conducteur de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de mécanicien-conducteur de 3<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Bougounou Nappo, mécanicien-conducteur de 4<sup>e</sup> cl.  
Koussadjah Binoh, mécanicien-conducteur de 4<sup>e</sup> cl.  
Folly Pancréassus, mécanicien-conducteur de 4<sup>e</sup> cl.  
Ayité Félix, mécanicien-conducteur de 4<sup>e</sup> classe.

#### L — CHEMIN DE FER ET WHARF

*Au grade de chef de station de 1<sup>re</sup> classe :*  
(au choix)

Mensah Joseph, chef de station de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de chef de station de 3<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Kohler Joseph, chef de station de 4<sup>e</sup> classe.  
Pofagi Marcel, chef de station de 4<sup>e</sup> classe.  
Ocloo Andréas, chef de station de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade de chef de station de 4<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Febon Thomas, facteur-enregistreur de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade de facteur-enregistreur de 1<sup>re</sup> classe :*  
(au choix)

Lawson William, facteur-enregistreur de 2<sup>e</sup> classe.  
Ajavon Ernest, facteur-enregistreur de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de facteur-enregistreur de 2<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Lawson Raphaël, facteur-enregistreur de 3<sup>e</sup> classe.  
Ketevi Evariste, facteur-enregistreur de 3<sup>e</sup> classe.  
Yamadjako Simon, facteur-enregistreur de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de maître-ouvrier de 2<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Mensah Athanasius, maître-ouvrier de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de maître-ouvrier de 6<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Thomas Afagnihoun, maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe.  
Ayite Samson, maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe.  
Lawson Albert, maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe.

*Au grade de maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Kouaovi Paul, ouvrier de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier de 1<sup>re</sup> classe :*  
(au choix)

Aziadapou Jacob, ouvrier de 2<sup>e</sup> classe.  
Wendelinus, ouvrier de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier de 2<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Anathevi Isaac, ouvrier de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier de 3<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Akakpovi Robert, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier de 4<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Kouevi Kpovi, ouvrier de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier de 5<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Sedalo Têvi, ouvrier de 6<sup>e</sup> classe.  
Agbembio Anani, ouvrier de 6<sup>e</sup> classe.  
Agbada Amoussou, ouvrier de 6<sup>e</sup> classe.  
Abalo Nyirofou, ouvrier de 6<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier de 6<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Bogla Christian, ouvrier de 7<sup>e</sup> classe.  
Sant'Anna Michel, ouvrier de 7<sup>e</sup> classe.

*Au grade de chef-mécanicien de 2<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Freitas Jean, chef-mécanicien de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de chef-mécanicien de 6<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Mensah François II, chef-mécanicien de 7<sup>e</sup> classe.

*Au grade de mécanicien de 3<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Mensah Kloutsé Agbodo, mécanicien de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade de chef de train de 4<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Brym Moïse, chef de train de 5<sup>e</sup> classe.  
Yovo Jean, chef de train de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'aiguilleur de 1<sup>re</sup> classe :*  
(au choix)

Tete Abalo, aiguilleur de 2<sup>e</sup> classe.  
Mensah Kamékpo, aiguilleur de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de téléphoniste de 3<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Amouzou Aballo, téléphoniste de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade de chef d'équipe de 6<sup>e</sup> classe :*  
(à l'ancienneté)

Gozan Kloutsé, chef d'équipe de 7<sup>e</sup> classe.  
(au choix)

Kowu Agbokou, chef d'équipe de 7<sup>e</sup> classe.  
Dogbe Kloutsé, chef d'équipe de 7<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'homme d'équipe de 3<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Otto Agboli, homme d'équipe de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade de pointeur de 4<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Vignon Antoine, pointeur de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade de pointeur de 6<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

Dagan Anselme, pointeur de 7<sup>e</sup> classe.  
Aziagan Frédéric, pointeur de 7<sup>e</sup> classe.

*Au grade de premier-maître*  
(au choix).

Ametepe James, second-maître.

#### Reintégration

Par arrêté n° 5 du :

6 janvier 1939. — Le commis auxiliaire Ajavon Frédéric est réintégré dans le cadre local indigène du Togo en qualité de commis d'administration de 8<sup>me</sup> classe, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1939.

L'intéressé conserve dans son grade une ancienneté de 2 ans 1 mois 16 jours pour services accomplis du 8 mars 1928, date de sa titularisation, au 24 avril 1930, date de son licenciement.

#### Témoignage officiel de satisfaction

Par décision n° 963 du :

24 décembre 1938. — Un témoignage officiel de satisfaction est accordé à M. M. d'Almeida Cosme, commis d'administration et Tevi Latévi, mécanicien-conducteur principal, tous deux employés au garage central de Lomé « Excellents agents qui ont assuré dans de très bonnes conditions la comptabilité de ce service et l'entretien des véhicules pendant l'absence du chef du garage central ».

#### DIVERS

##### Conseil du contentieux

Par décision n° 12 du :

4 janvier 1939. — M. de Saint-Alary, administrateur en chef des colonies, est désigné en qualité de défenseur du Territoire dans l'instance engagée devant le conseil du contentieux administratif du Dahomey-Togo par le sieur Jacques Bernard, sous-chef de bureau au ministère des colonies.

**Justice indigène**

Par décision n° 964 du :

26 décembre 1938. — M. Valentin, administrateur-adjoint des colonies, est désigné comme président ad-hoc du tribunal criminel du cercle du sud pour connaître de l'affaire Bofouvi Bakpa, inculpé de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort.

Par arrêté n° 7 du :

7 janvier 1939. — Sont nommés pour l'année 1939, assesseurs indigènes près les tribunaux des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> degré et criminels du Territoire :

**I — CERCLE DU SUD****1<sup>o</sup> — Tribunal du 2<sup>e</sup> degré et tribunal criminel :**

Occanssey Ludwig, notable,	Coutume ahoulan
Homawoo Francis, notable,	— somé
Agononglo Gbéhou, notable,	— fon
Gboguidigbo Adjagboni, notable,	— fon
Aklassou Joseph, chef du canton de Bè,	— ewé
Adjalle Jacob, chef du canton d'Amoutivé,	— ewé
Houkpeto Kémavo William, chef du village de Sanguéra,	— ewé
Ajavon Emmanuel, notable et chef de quartier,	— mina
Agbodjan William, notable et chef de quartier,	— mina
Fumey M. William, notable et chef de quartier,	— mina
Mama Ahoudhou, notable,	} Yorouba-Anago et Haoussa
Mama Sambo, notable,	

**2<sup>o</sup> — Tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Lomé :**

Dorkenoo Michel,	Coutume ewé
Koumako Jérôme,	— ewé
Gaba Jacob,	— mina
Comlan Ferdinand,	— mina
de Souza Henry,	— somé
Acolatse Alex,	— ahoulan
Kougblenou Joseph,	— ouatchi
Yehouessi Pierre,	— fon
Bodjrenou Bessan,	— pla et péda
Gibirila Sanoussi,	— nago
Galadina Ahoudou,	— haoussa
Kouassi Gbédo,	— ana

**3<sup>o</sup> — Tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Tsévié :**

Nopegnon Somali,	} Coutume ewé
Passah Seth,	
Akpaka Dopégnon,	
Maglo Sodofia,	
Kodjo Avlimé,	
Aleke,	} Coutume mina
Gaba Georges,	
Brown Koffi,	} Coutume ahoulan
Ahiakpor Andréas,	
Attikpoe Alfred,	} haoussa
Malam,	
Iroko,	
	— yorouba

**II — CERCLE D'ANECHO****1<sup>o</sup> — Tribunal du 2<sup>e</sup> degré et tribunal criminel :**

Kalipé Paul, chef du canton de Vogan,	Coutume ouatchi
Lawson Body Frédéric, chef supérieur d'Anécho.	— mina

Akakpo, chef du village de Vokutimé,

Coutume ouatchi

Kponton Antoine, chef de famille, Messanvi Christophe, chef du village d'Attitogon,

— mina

— ouatchi

Agbanon, chef du canton de Glidji,

— mina

Sognigbe Messan, chef du village d'Aklakougan,

— ouatchi

Adekambi, chef du village d'Atouéta,

— mina

Noussougan, chef du village d'Avévé,

— ouatchi

Ibrahima, Mamadou, Iman à Anécho,

Sani Mama, Iman à Anécho,

Gani Mamadou, notable du Zongo à Anécho,

} musulmans

**2<sup>o</sup> — Tribunal du 1<sup>er</sup> degré :**

Djossou, chef du village de Togoville,

Coutume ouatchi

Lassey S. Smarth, chef du canton de Porto-Séguro.

— mina

Zebada Amouzou, notable de Vogan,

— ouatchi

Gbadago William, notable d'Anécho,

— mina

Noudoukou, chef du village de Dagbati

— ouatchi

Combey Combété, chef du village de Sigbéhoué,

— mina

Eklo, chef du village d'Afangnangan,

— ouatchi

Amah Sylvestre, notable de Glidji,

— mina

Anato, chef du village de Zooti, D'Almeida Amah, notable d'Anécho,

— ouatchi

— mina

Saliki Gardi, notable de Vokutimé,

} musulmans

Yaya Mama,

**III — CERCLE DE KLOUTO****1<sup>o</sup> — Tribunal du 2<sup>e</sup> degré et tribunal criminel :**

Dotse Emmanuel, notable,

Ankou Edji, chef du canton de Kpadafé,

Tsally Abotchi, chef du canton d'Agomé,

Dom Adayi, chef du canton de Kouina,

Agbokou Nyamedji, chef du canton de Kpélé,

Coutume ewé

Koffi Peby II, chef du canton d'Agou Nyongbo,

Hini Klutsé, chef du canton de Daye Kakpa,

Kokovena, chef du village de Kpodji,

Tamakloe Wallace, notable,

— ahoulan

Amekugee Wovagblé, notable,

— somé

Aboudoulaye, chef haoussa,

} musulmans

Abdul, chef nago,

2<sup>o</sup> — Tribunal du 1<sup>er</sup> degré :

Agbemabiase Paul, notable,	Coutume ewé
Adassou Tété, chef du canton d'Akata,	
Agbo Etsé, chef du canton de Tové,	
Agbi Hélutsé, sous-chef de Yoh,	
Tete Boko, chef du canton de l'Agotimé,	
Komassi Fritz, chef du canton d'Agou Ibo,	
Dagadou Andréas, chef du village de Kouma Abala,	
Tsepeni Edoh, chef du canton d'Assahoun Fiagbé,	
Amemavo, chef du village de Kpélé Elé,	
Armattoe Robert, notable commerçant,	
Midjiamia, Malam haoussa,	Coutume somé musulmans
Idrissou, notable nago,	

## IV — CERCLE DU CENTRE

1<sup>o</sup> — Tribunal du 2<sup>e</sup> degré et tribunal criminel :

Bassa Atchikiti, chef du canton d'Atakpamé-Gnagna,	Coutume ana
Adjangba Mensah, notable,	— ewé
Ihou Attigbé, chef du canton de l'Akposso-sud,	— akposso
Tamakloe Albert, notable,	— ewé
Glikpo Gnadjogbé, notable,	— akposso
Adjoukpe Ezin, chef du village d'Avété,	— fon
Dossa Akakpo, chef du village d'Achinédji,	— fon
Kanli Adjonou, chef du village d'Alakoyo,	— ana
Hounto Niassigbé, chef du village d'Adanka,	— cabrais-losso
Kotokote Etoké, chef du village de Cabraikopé,	— cabrais-losso
Mama Ali, chef du Zongo d'Atakpamé,	musulmans
Ali Tchola, représentant des nagos,	

2<sup>o</sup> — Tribunal du 1<sup>er</sup> degré :

Tchakpala Soussoukpo, notable,	Coutume ana
Bandje Nouamé, notable,	— ana
Mensah Frantz Reinhold, notable,	— ewé
Ayité Joseph, commerçant,	— ewé
Guedo Aboudou, chef du village de Tchakpali,	— akposso
Houkpati Doufossi Jean, chef du village d'Avédjé,	— akposso
Dakpo Tofon, chef du village d'Agbo-Fon,	— fon
Atingli Adjado, notable,	— fon
Ketekete, cultivateur,	— cabrais-losso
Nioffi Egbo, chef du village de Djéréhouyé,	— cabrais-losso
Batcharou Moussa, notable,	musulmans
Abou Ladani, marchand,	

## V — CERCLE DE SOKODE

1<sup>o</sup> — Tribunal du 2<sup>e</sup> degré et tribunal criminel :

Issaka, chef du canton de Tchamba,	Coutume cotocoli
Ayeva, chef du village de Kouma,	— cotocoli
Abeté, chef de Djabatauré,	— cabraise
Tiagodemo, chef supérieur des Cotocolis,	— cotocoli
Agrigna, chef du village de Katambara,	— cotocoli
Ouro Akpo, notable,	— cotocoli
Boukari Akondo, chef de Kolina Kobidji,	— cotocoli
Moussa Tialiman, Iman de Dédauré,	musulmans
Mama Djougou, notable,	
Katokali, chef de Aou,	Coutume losso
Ouala Bioulabaté, notable,	— losso
Lakondjo, chef de Yaré-Yaré,	— cabraise

2<sup>o</sup> — Tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Sokodé :

Aboulaye, chef de Dédauré,	Coutume cotocoli
Allasani Banda, notable,	— cotocoli
Bangana, chef de Tchalo,	— cotocoli
Adamou Djobo, notable,	— cotocoli
Adedjouma, chef de Zongo-Sokodé,	musulmans
Tchakpedé, notable,	
Issa, notable,	Coutume losso
Idrissou Mahama, notable,	
Tchalo Nassikou, notable,	— losso
Papaou Tchoké, notable,	— cabraise
Mafayero Agaya, notable,	— cabraise
Ouesson Dadjia, notable,	— cabraise

3<sup>o</sup> — Tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Lama-Kara :

Tiedre Palanga, chef supérieur des cabrais,	Coutume cabraise
Nima, chef du village de Kolidé,	— cabraise
Assi, chef du canton de Pjia,	— cabraise
Azoumaro, chef du canton de Lassa,	— cabraise
Koumai, chef du canton de Boufalé,	— cabraise
Pioglo, chef du canton de Pouda,	— cabraise
Birega, chef du canton de Niamtougou,	— losso-birinaoua
Barandao, chef du canton de Siou,	— losso-birinaoua
Bataka, chef du canton de Sara-Kaoua,	— losso-manga
Niamia, chef du canton de Dédalé,	— losso-nepoa
Maman, chef de Zongo,	musulmans
Bawa Iman, notable,	

4<sup>o</sup> — Tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Bassari

Bante, chef de canton,	Coutume bassari
Agba, chef de village	— bassari
Dalare, chef de canton,	— konkomba
Ouyombo, chef de canton,	— konkomba
Yerinia, chef de canton,	— cotocoli
Yodou, chef de village,	— cotocoli
Afati, notable,	— losso
Atchan, notable,	— losso

Bataka, notable,	Coutume cabraise
Titipo, notable,	— cabraise
Malam Baro, chef de village,	} musulmans
Bassabi, chef de famille,	

## VI — CERCLE DE MANGO

1<sup>er</sup> — Tribunal du 2<sup>e</sup> degré et tribunal criminel

Nambiema, chef supérieur des Tchokossis,	Coutume tchokossi
Naounou Atakora, chef de famille	— tchokossi
Missi Aoua, notable,	— haouassa-musulman
Abdoulaye, notable,	— tchokossi-musulman
Kolani, chef supérieur des Mobas	— moba
Sambiani, chef du canton de Bombouaka,	— moba
Tiem Yendabré, chef supérieur des Gourmas,	— gourma
Patefao, chef du canton de Bidjenga	— gourma
Gatzaro, chef supérieur des Lambas	— lamba
N'da, chef du canton de Tamberma,	— tamberma
Bakpiri, chef du canton de Takpamba,	— konkomba
Youma, chef du canton de Timbou,	— yanga houseané

2<sup>e</sup> — Tribunal du 1<sup>er</sup> degré

Naounou Watara, chef de famille,	Coutume tchokossi
M'jembara, chef du quartier Sangbana à Mango,	— tchokossi
Ahoufo Nassouma, chef de famille,	— tchokossi-musulman
Malam Brahima, iman à Mango,	— haouassa-musulman
Lamboni Kahon, chef du canton de Nandoga,	— moba
Bamoak, chef du canton de Bogou,	— moba
Alika, chef du canton d'Ataloté,	— lamba
Alfa, chef du canton de Tamberma-Est,	— tamberma
Nam Tchougli, chef du canton de Nakitendi-Laré	— gourma
Dengande Tiem, chef du canton de Kantindi,	— gourma
G'makpi, chef du village de Namougou-Takpamba,	— konkomba
Bila Gnénéhéné, chef du village de Boadé, notable,	— yanga-houseané

Par arrêté n° 15 du :

10 janvier 1939 — Sont nommés assesseurs européens près les tribunaux criminels du Territoire pour l'année 1939 :

*Tribunal criminel du cercle du sud*

M. M. Trosselly Antoine  
Curtat Georges  
Caron Jules  
Horard Léon

*Tribunal criminel du cercle d'Anécho.*

M. M. Combes René  
Le médecin capitaine Denaclara  
Guerin Edmond  
Bourreau Georges

*Tribunal criminel du cercle de Klouto.*

M. M. Curtat Paul  
Gonthier Corneille  
Le médecin lieutenant Deit  
Horard Gustave

*Tribunal criminel du cercle du centre.*

M. M. Rodier Georges  
Robin Elie  
Pallares Martin  
Moindrot Sylvain

*Tribunal criminel du cercle de Sokodé.*

M. M. Azemard Pierre  
Le médecin capitaine Challier  
Dabezies Georges  
Knill Marcel

*Tribunal criminel du cercle de Mango*

M. M. Gaillaguet Louis  
Fillot Lucien  
Le vétérinaire lieutenant Poinot  
R. P. Diebold

## Produits pharmaceutiques

Par arrêté n° 731 du :

30 décembre 1938. — Est complétée comme suit la liste n° 2 des produits pharmaceutiques dont la vente est autorisée dans les dépôts prévus à l'article 3 de l'arrêté du 15 novembre 1928 : « Stonebreaker Brand Grape Salt »

Par arrêté n° 2 du :

5 janvier 1939. — Est complétée comme suit la liste n° 2 des produits pharmaceutiques dont la vente est autorisée dans les dépôts prévus à l'article 3 de l'arrêté du 15 novembre 1928 : « Neolides Bottu »

Par décision n° 10 du :

4 janvier 1939. — M. Eychenne, commerçant à Lomé, est autorisé à tenir, dans les conditions fixées par l'arrêté du 15 novembre 1928, des dépôts de produits pharmaceutiques (liste n° 1) dans les boutiques dont la liste suit :

## Lomé

Boutique n° 1 — Rue du M<sup>r</sup> Galliéni — Gérant : M. Alphonse Semanu;  
Boutique n° 2 — Rue d'Amoutivé — Gérant : M. Eklou Gbogbo;  
Boutique n° 3 — Rue d'Amoutivé — Gérant : M. Grégoire Akouesson;  
Boutique n° 4 — Rue Thiers — Gérant : M. Simon Aboni;  
Boutique n° 5 — Rue de la gare — Gérant : M. Jean Assiongbor;  
Boutique n° 6 — Rue du marché — Gérant : M. Albert Ayivi;  
Boutique n° 7 — Rue d'Amoutivé — Gérant : M. Grégoire Gbofor;

## FACTORERIES

Anécho — Boutique n° 1 — Gérant : M. Damien Lawson;  
Anécho — Boutique n° 2 — Gérant : M. Joseph Ayitsedji;  
Tsévié — Boutique unique — Gérant : M. Félix Aouga;  
Atakpamé — Boutique unique — Gérant : M. Alphonse Amouzou;



Sokodé — Boutique unique — Gérant : M. Julio Olympio;

Mango — Boutique unique — Gérant : M. Henri Yomenou.

Par décision n° 18 du :

6 janvier 1939 — La Compagnie Française de l'Afrique Occidentale est autorisée, dans les conditions fixées par l'arrêté du 15 novembre 1928, à tenir des dépôts de produits pharmaceutiques dans les boutiques dont la liste suit :

1° — Listes n°s 1 et 2

LOMÉ

Boutique principale — Avenue des Alliés — Gérant : M. Jacquiau Georges.

2° — Liste n° 1

LOMÉ

Boutique rue d'Amoutivé — Gérant : M. Leoson Mac;

Boutique d'Ahanoukopé — Gérant : M. Koulewoshie Kuami Seth;

Boutique du petit marché — Gérant : M. Ecoué Martin;

Boutique du grand marché — Gérant : M. Koudjahou Augustin;

#### FACTORERIES

Anécho — Gérant : M. Pierre de Souza;

Palimé — Place du marché — Gérant : M. Amaïzo Adolphe;

Tsévié — Place du marché — Gérant : M. Dossou Vincent;

Assahoun — Place du marché — Gérant : M. Vitus Klouvi;

Atakpamé — Rue du marché — Gérant : M. Amekugee Michel;

Atakpamé — Rue de Sokodé — Gérant : M. Adouakonou Bruno.

#### Protection et usage des voies publiques

Par décision n° 2 du :

3 janvier 1939. — M. Bruni, chef de gare de 3<sup>me</sup> classe du chemin de fer du Togo est commissionné à l'effet de constater les infractions à la réglementation sur la

protection et l'usage des voies publiques et les transports automobiles au Togo.

Il devra préalablement à toutes constatations prêter serment devant le tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Lomé.

#### Société indigène de prévoyance

Par arrêté n° 720 du :

24 décembre 1938. — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle supplémentaire (premier, deuxième et troisième trimestres 1938) des cotisations de la société indigène de prévoyance d'Atakpamé arrêté à la somme de trois mille quatre cent trente deux francs.

#### Vente des arachides

Par décision n° 979 du :

31 décembre 1938. — L'interdiction de vente des arachides dans le cercle de Mango, prévue à l'article 3 de la décision n° 262 du 8 avril 1938, est levée à compter du 5 janvier 1939.

Par décision n° 26 du :

9 janvier 1939. — L'interdiction de la vente des arachides dans le cercle du centre, prévue à l'article 2 de la décision n° 262 du 8 avril 1938, est levée à compter du 9 janvier 1939 en ce qui concerne la partie de ce cercle constituée par l'ex-subdivision de Palimé et dont le rétablissement en cercle, sous le nom de cercle de Klouto, a été décidé par arrêté n° 723 du 28 décembre 1938.

La vente des arachides reste interdite, jusqu'à une date qui sera fixée ultérieurement, dans la subdivision d'Atakpamé qui, à la suite de l'arrêté n° 723 du 28 décembre 1938 précité, constitue, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1939, le nouveau territoire du cercle du centre.

Par décision n° 31 du :

10 janvier 1939. — L'interdiction de la vente des arachides dans le cercle du centre, prévue à l'article 2 de la décision n° 262 du 8 avril 1938, est levée à partir du 12 janvier 1939, en ce qui concerne le nouveau territoire de ce cercle constitué à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1939 par l'ex-subdivision d'Atakpamé.

#### Prix de gros de diverses marchandises

			17 Déc. 1938	24 Déc. 1938
Farine de consommation . . . . .	Paris	100 kgs.	308,—	308,—
Avoines . . . . .	—	—	94,25	102,12
Seigles de Beauce (départ) . . . . .	—	—	112,50	114,50
Orge de Beauce (départ) . . . . .	—	—	110,50	111,50
Maïs Indochine . . . . .	Marseille	—	102,75	109,75
Pommes de terre, Esterling . . . . .	Paris	—	55,—	55,—
Riz, Saïgon n° 1 . . . . .	Le Havre	—	144,50	140,—
Pâtes alimentaires, 1 <sup>er</sup> choix . . . . .	Lyon	—	635,—	635,—
Bœuf . . . . .	La Villette	kg.	9,70	10,20
1 <sup>re</sup> — qualité . . . . .	—	—	8,20	8,60
2 <sup>re</sup> — qualité . . . . .	—	—	15,90	17,20
Veau . . . . .	—	—	14,70	15,80
1 <sup>re</sup> — qualité . . . . .	—	—	19,—	19,50
2 <sup>re</sup> — qualité . . . . .	—	—	14,70	15,50
Mouton . . . . .	—	—		

			17 déc. 1938	24 déc. 1938
Porc	1° — qualité	—	13,58	13,42
	2° — qualité	—	12,86	12,71
Vin rouge, Béziers 9°		—	15,25	—
Beurres	Charente, Poitou	Paris	16,25	—
	Normandie, (centr.)	—	27,52	28,63
Fromages	Comté	—	26,82	28,33
	Port-salut	—	14,80	14,50
Huile arachide supérieure		—	13,—	12,17
Huile d'olive Tunisie		Marseille	500,—	490,—
Sucre	Blanc n° 3	Paris	—	—
	Raffiné	Lyon	315,50	316,—
Café Santos good à l'entrepôt		Le Havre	572,50	577,50
Cacao Côte d'Ivoire à l'entrepôt		—	228,25	234,—
Fonte de moulage n° 3		—	203,50	199,50
Aciers marchands		Base Longwy	la tonne	598,—
Cuivre en lingots		Paris	100 kgs.	598,—
Etain Détroits		Le Havre	—	1.021,—
Plomb, marques ordinaires		—	1.020,—	1.021,—
Zinc, bonnes marques		—	4.535,—	4.530,—
Houille, tout venant industriel 30/35 Nord		Le Havre ou Paris	—	350,50
Coton américain		—	334,50	352,50
Laine peignée		Le Havre	la tonne	183,—
Lin de Russie C. A. F. ports français		—	50 kgs.	183,—
Chanvre indigène, Anjou, Sarthe		Roubaix	kg.	404,—
Jute First mark, C. A. F. ports français		—	100 kgs.	403,—
Soie-grège Cévennes		—	37,30	37,10
Peaux de bœufs	Bœufs moyens	Lyon	1.353,—	1.363,—
	Rio de Janeiro, salés	Paris	—	692,50
Cuir à semelle		Le Havre	—	692,50
Suif indigène		Paris	kg.	340,—
Alcool dénaturé		—	50 kgs.	168,75
Carbonate de soude		Paris	—	291,66
Nitrate de soude synthétique		Le Havre	—	265,—
Benzol		Paris	kg.	39,50
Bois de charpente	Sapin madrier	—	100 kgs.	285,—
	Chêne	Paris	hectolitre	282,50
Caoutchouc		—	100 kgs.	98,—
Savon blanc extra 72%		Dunkerque	—	125,50
Sulfate de cuivre		Paris	—	125,50
Ciment Portland artificiel		Paris	—	168,03
		—	le mètre	9,80
		—	le m3.	640,—
		—	kg.	14,—
		Marseille	100 kgs.	14,10
		Bordeaux	—	335,—
		Départ usine	la tonne	330,—
		—	—	287,60

## PARTIE NON OFFICIELLE

### AVIS ET COMMUNICATIONS

#### Avis d'adjudication

Messieurs les commerçants sont informés qu'il sera procédé le 20 mars mil neuf cent trente neuf à neuf heures précises, au bureau des finances à Lomé à l'adjudication du service des transports administratifs de matériel et de personnel à assurer au nord de Blittah.

Les opérations d'adjudication seront assurées par la commission nommée par arrêté n° 712 du 23 décembre 1938.

Le cahier des charges est tenu à la disposition des intéressés au bureau des finances (section du matériel) tous les jours ouvrables à compter du 18 janvier 1939 de 8 heures à 11 heures et de 15 à 17 heures.

Le cautionnement provisoire est fixé à deux mille francs.

La durée du contrat sera de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> avril 1939, il sera renouvelable par tacite reconduction, sauf résiliation après préavis de 3 mois.

Chaque soumission devra être conforme au modèle annexé au cahier des charges et sera accompagnée du récépissé du cautionnement provisoire.

Lomé, le 16 janvier 1939

Le Commissaire de la République p. i. au Togo  
GRADASSI

**DOMAINES****Avis de demande d'immatriculation  
au livre foncier du territoire du Togo**

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition n° 1087, déposée le 13 janvier 1939 le sieur Kuewor Samuel Joseph profession d'employé de commerce, demeurant à Noépé, et domicilié à Noépé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier portant diverses constructions et une citerne, d'une contenance totale de 5 ares 03 centiares situé à Noépé, subdivision de Lomé, cercle du sud et borné au nord par l'emprise du chemin de fer, à l'est par terrain à John Vivondi Gadegbeku, au sud par la route Lomé-Palimé, à l'ouest par terrain à Kudolo.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition n° 1088, déposée le 14 janvier 1939 le sieur Attivor John Badja profession d'employé de commerce, demeurant à Lomé et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier portant diverses constructions en terre de barre couvertes en tôles, d'une contenance totale de 10 ares 31 centiares situé à Lomé, quartier n° 9, cercle du sud et borné au nord par terrain à la collectivité Dadji, à l'est par la rue d'Amutivé, au sud par la rue de la Somme, à l'ouest par terrain à Gbadago.

Il déclare que le dit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

*Le conservateur de la propriété foncière p. i.,*

DSEILLE

## BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

Climatologie <sup>(1)</sup>

NOVEMBRE 1938

DATES	LOMÉ			NUATJA			ATAKPAHÉ			PALIMÉ			MISAHOÉ			SOKODÉ			ALÉDJO			PAGOUDA			MANGO		
	(2) Pressions	(3) Temps.	(4) Hygr.	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries
1	10,0	26,7	79	92,9	27,7	74	71,3	27,6	61	81,9	26,5	70	57,1	26,2		61,6	27,5		24,4	28,3		61,0	28,6	71	93,3		68
2	10,1	27,0	82	94,7	28,0	73	70,7	27,3	70	83,4	20,7	63	56,1	26,3		61,5	27,1		23,2	24,3	78	62,0	27,4	70	93,3		68
3	10,2	27,1	77	93,1	27,6	78	71,0	28,0	65	83,9	27,0	71	55,8	26,7		61,3	27,1		23,2	24,4	68	61,5	27,1	73	96,6	29,3	68
4	10,7	26,9	86	94,3	26,6	70	71,0	21,0	81	84,2	23,1	82	56,3	25,5	85	65,0	26,0		23,9	21,6		61,5	27,1	64	93,8	28,0	69
5	09,5	26,2	78	91,1	24,3	92	71,8	25,2	75	83,4	24,1	87	55,0	21,0	81	64,6	26,3		23,7	22,7	81	62,1	25,8	68	96,5	26,7	63
6	08,8	26,3	83	92,9	26,0	64	70,0	26,0	76	82,2	24,4	72	55,0	25,0	86	63,0	27,2		22,1	24,7	67	69,4	27,8	66	93,0	30,8	43
7	08,0	26,6	82	92,6	26,2	96		27,2	75	82,8	23,6		55,1	26,2	88	63,0	26,0		22,7	21,2		59,0	27,9	68	95,4	27,9	60
8	09,4	26,0	83	93,1	26,0	75	70,5	26,3	72	83,0	25,0	82	55,1	24,9	87	65,0	27,0		22,8	21,5	54	61,0	28,1	48	93,9	30,3	49
9	09,8	26,4	80	93,3	27,0	71	71,0	26,1	77	83,5	26,8	61	55,7	25,9	74	63,1	27,1		23,5	26,3	50	61,1	28,7	45	95,1	30,1	40
10	10,3	26,7	77	91,7	27,2	78	71,7	26,3	77	84,6	26,3	69	55,1	26,0	84	65,0	27,4		23,7	25,7	59	61,0	28,8	53	97,1	28,8	43
11	09,7	26,9	80	93,9	27,3	75	71,7	26,2	62	83,8	26,8	70	55,4	26,1	80	65,1	27,8		23,5	24,7	69	60,7	27,7	62	94,9	28,4	52
12	08,0	27,2	76	91,0	27,0	71	70,9	27,1	69	82,5	27,1	78	54,7	26,1	79	63,8	27,1		22,3	24,2	74	60,2	27,3	62	94,6	29,2	44
13	08,2	27,5	70	92,1	29,0	78	71,1	27,8	71	82,6	27,3	72	55,5	26,7	78	61,6	28,0		24,0	24,7	77	60,3	27,2	67	95,0	29,3	64
14	10,0	26,3	82	94,7	26,6	75	72,2	27,0	73	83,3	26,3	81	56,0	26,5	80	65,4	26,7		23,7	24,4	70	61,1	27,3	67	95,1	27,6	63
15	11,0	25,1	81	95,1	27,5	68	72,3	27,7	70	84,1	27,3	85	56,0	26,4	82	65,9	26,0		23,6	23,3	82	62,6	26,3	80	97,1	27,2	64
16	10,3	25,0	83	92,7	27,5	54	70,6	25,7	79	83,0	27,2	71	55,5	26,3	80	64,7	28,4		23,1	22,5	61	62,1	26,6	88	95,7	27,1	62
17	09,0	26,5	76	92,3	26,5	64	71,0	26,9	76	82,5	26,8	76	54,5	25,7	82	61,5	20,1		22,8	24,5	48	61,5	26,5	49	96,0	27,7	52
18	08,7	27,1	70	91,5	27,6	65	70,0	26,6	73	82,5	26,8	74	54,1	26,3	83	61,1	22,5		22,7	24,1	87	60,5	27,5	40	95,8	26,0	36
19	08,9	26,8	81	93,0	27,7	60	71,4	27,0	69	83,3	27,2	70	54,6	26,9	86	63,9	21,6		22,3	24,7	68	60,7	28,1	47	95,3	27,7	44
20	08,9	27,1	79	92,1	27,5	61	71,5	27,8	71	83,4	26,9	80	54,0	26,8	81	63,9	27,2		22,9	25,5	64	60,9	28,5	44	96,5	28,2	52
21	07,9	27,2	81	93,7	27,5	67	71,0	26,5	78		28,7	74	55,3	25,7	82	61,5	26,6		23,6	26,2	83	60,5	29,0	47	95,0	29,2	49
22	09,1	27,5	78	92,6	28,4	76	71,4	27,2	78		27,4	62	54,2	26,7	84	63,9	26,2		22,8	25,0	78	60,5	27,6	56	93,1	28,3	52
23	08,2	27,2	78	92,1	27,8	60	70,6	25,5	76		26,7	73	53,3	26,3	84	63,0	25,7		21,9	24,8	64	59,8	28,7	52	93,0	28,5	66
24	07,5	27,0	70	91,5	27,8	70	70,2	27,1	76	82,1	27,0	77	52,7	26,0	83	62,0	25,8		21,9	25,0		60,1	27,6	54	93,9	29,2	34
25	00,3	27,6	77	91,0	29,0	62	70,1	27,3	73	81,8	27,1	67	52,5	26,5	80	62,2	25,6		21,1	25,7	70	59,4	27,8	54	93,3	29,6	55
26	07,3	27,6	77	91,5	28,2	71	70,6	28,0	65	81,3	26,0	84	52,6	26,1	81	62,7	25,9		21,6	24,7	66	59,0	28,6	36	93,8	28,0	33
27	07,8	28,0	79	91,8	27,2	72	70,2	28,3	51	81,5	26,0	70	53,3	26,0	85	63,6	27,3		22,4	25,8	40	59,4	29,1	36	91,9	28,1	32
28	09,3	27,3	70	93,0	28,1	87	71,0	28,0	68	83,5	27,3	69	54,6	25,6	82	64,1	24,0		23,5	25,6	63	60,5	28,6	46	94,6	29,0	30
29	09,1	27,2	82	93,1	28,1	66	70,9	28,4	73	82,3	28,7	78	54,5	26,2	88	63,9	26,9		22,9	21,0	72	60,5	28,6	55	93,0	30,8	27
30	09,1	27,1	82	92,5	28,5	60	70,9	27,2	72	82,3	27,1	74	53,9	26,0	86	61,6	25,9		23,7	21,3	71	60,6	28,2	80	91,7	27,7	18
Moy	00,1	26,8	80	93,0	27,4	71	71,0	27,1	72	83,0	26,7	77	55,0	26,1	82	61,2	26,4		23,0	24,7	66	60,7	27,8	56	95,3	28,6	40

(1) Facteurs moyens

(2) En millibars, corrigés à 0° et g normal : 1.000 +

(5) En millibars, corrigés à 0° et g normal : 900 +

(3) En degrés centigrades

(4) En %.

Novembre 1938

PLUVIO

DATES	LOMÉ	ANÉCHO	AKLAKOU	ATITOGON	TABLIGBO	TCHERKPO-DÉDÉKPO	TSEVIÉ	AGRELOUVÉ	MISSION-TOVÉ	ASSAHOUN	GLÉKOVÉ	PALIMÉ	MISAHOÉ	KPÉLÉ-GOUDÉVÉ	DAYE-KAKPA	NUATJA	ANLAMÉ
1																	
2																	
3				5,2			25,3	18,0	9,2		13,2	G	0,5				
4	3,5			24,4	26,9	26,2	40,2	2,0	54,8	40,0		10,0	16,5	6,7	22,0	9,0	14,0
5	G		8,6			2,0						2,0	1,6			5,0	
6						0,3		3,2			23,9	1,5	7,5	14,0	12,0	6,0	
7				30,8	16,1	44,5	23,8			21,0		3,8	10,6		2,0		
8	1,2				36,0	13,5			15,0	8,0	32,4						
9																	
10											9,8						
11											21,3						
12																	
13				28,9	15,1	8,2						G					
14	4,5		21,1	21,2							8,3	G					
15	8,2	12,5	28,9	19,2		1,1			4,5			12,5					
16		1,9		16,2	3,3				5,3		G	5,8	21,5	6,7	1,9	7,0	37,0
17				11,2		4,0		4,2									
18					12,5												7,7
19					13,2	35,0	15,2					7,4	G	4,5			3,7
20							1,1	5,4		11,8	7,5	2,5	33,6				
21														4,6	10,5		
22					17,3	7,5	27,1	20,7	30,5		17,6	7,8		12,4	20,1		10,2
23												7,4			17,1		7,5
24										22,3	27,0			1,4	16,8		
25																	
26								6,7		1,5		G	G		1,5		
27			5,0									G	25,8		1,2		
28		0,7										G	3,5	8,1	5,4		
29				5,1		10,0						G	11,4	2,9	2,0		0,2
30												5,2	17,5				G
TOTAL	17,4	15,1	63,6	162,2	140,4	152,3	132,7	60,2	119,3	104,6	161,0	65,9	150,0	61,3	112,5	27,0	80,3
Total depuis le 1 <sup>er</sup> janv.	565,1	563,5	701,5	1.081,0	1.083,2	1.094,4	1.028,7	831,1	848,4	876,0	1.094,2	1.446,4	1.630,3	1.385,9	1.625,5	1.143,1	1.473,3

(6) Hauteur d'eau tombée en millimètres.

G. : Gouttes.



MÉTRIE <sup>(16)</sup>

Novembre 1938

ATAKANÉ	OKOU	KLABÉ	YÉGUÉ	KPESSI	BLITA	TCHAMBA	SOKODÉ	BASSARI	GUÉRIN-KOUKA	ALEDJO	LAMA-KARA	PAGOUDA	KANDÉ	MANGO	DAPANGO	DATE
			7,5		G			21,0			6,5	G		G	G	1
					G			16,0			5,3	3,4	4,2		11,2	2
					G				9,3	4,6	7,5	6,0				3
20,5	0,8	1,6	14,6		1,5	7,0				G						4
					G					4,2		2,4				5
12,9	G					2,9									G	6
0,6				3,0	5,9											7
3,7																8
								12,0								9
		15,6								G	16,5					10
										8,3						11
		G				12,5		12,0		0,4	15,1					12
0,5	G		38,9	4,5	24,8	2,4		4,0			G	0,6	4,5			13
35,7	12,8		14,0	15,5	12,7	79,4	15,0	11,0	4,1	0,3	5,5	7,3	0,5		G	14
										56,6			6,6	8,1	G	15
		11,3														16
	3,2															17
																18
																19
																20
																21
0,4		2,1		4,2												22
1,7	2,6	1,2														23
																24
																25
																26
	3,0															27
					1,5			3,0								28
17,2	27,7		5,6		G											29
																30
93,2	50,1	31,8	80,6	27,2	46,4	104,2	15,0	79,0	13,4	74,4	56,4	19,7	15,8	8,1	11,2	TOTAL
1.406,8	1.827,9	1.728,8	1.888,1	1.194,4	1.460,1	1.098,1	1.152,0	1.288,0	1.815,4	1.480,8	1.228,1	1.178,0	1.054,8	984,9	1.209,7	Total depuis le 1 <sup>er</sup> janv.

**ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL  
INDIGÈNE**

**ACTES DU POUVOIR LOCAL**

**Personnel Auxiliaire**

**Titularisation**

**DECISION N° 64 portant titularisation d'agents auxiliaires stagiaires,**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;  
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le règlement du 3 janvier 1938 concernant le personnel auxiliaire à traitement ou salaire mensuel des divers services du Territoire;

Sur la proposition des chefs de service intéressés;

**DECIDE :**

**ARTICLE PREMIER, —** Sont titularisés dans l'emploi d'agents auxiliaires pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1939 les agents auxiliaires stagiaires dont les noms suivent :

**INSPECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES**

Geraldo Sadoulai

**ENSEIGNEMENT**

Koussougbo François  
Michel Martin  
Atayi Alphonse  
Wilson Jacob  
Eteh Benoit  
Amouzougan Abalo

Kwaku Simon  
Sitti Jambon  
Ayayi Anani Louis  
Awuté Gédéon  
Djeha Comlan  
Hundt Charlotte

**SANTÉ**

Liebl Jean  
Zekpa A. Hermann  
Akouetey Rose  
Kouma Dominique  
Abbey Léonard  
Atikpoe Valentin  
Alba Lequissim

Loko Daniel  
Gnamadon Mathieu  
Koumako Christophe  
Djanou Assaho  
Amoussou Damas  
Eklou Titus

**COMMUNE MIXTE DE LOMÉ**

Tecco Louis  
Ahoalété Ayivi  
Comlan Martin  
Koffi Raphaël  
Kanyi Louis  
Travore Mamadou

Tidjani Yékini  
Sache Paulin  
Kinvé André  
Hounzouke Koffi  
Metho Tassou  
N'diaye Omar

**CERCLE D'ANÉCHO**

Agbobli  
Akovi

Kalipé Messanvi

**CERCLE D'ATAKPAMÉ**

Aduayi Joseph  
Doevi Augustin  
Dossou Anatole Gabriel  
Gada Pierre  
Tossa Gilbert  
Akiko

Kokou Agama  
Atchou Attoh  
Ayivi Pierre  
Akpaki Philippe  
Kuaovi Akata  
Zanouplé Henri

**CERCLE DE KLOUTO**

**CERCLE DE KLOUTO (suite)**

Djeha Comlan  
Mama Amadou

Bakpimi

**CERCLE DE SOKODÉ**

Akadi  
Aquitame Téléqui  
Takatou Soboga  
Blantare  
Johnson Dietudonné

Amoussou  
Mensah Vincent  
Akoussan Albert  
Adjana  
Aboki Thomas

**CERCLE DE MANGO**

Akakpo Bernard Amouzou

**ART. 2. —** La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 24 janvier 1939.

GRADASSI.

**DECISION N° 69 portant titularisation d'agents auxiliaires stagiaires.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le règlement du 3 janvier 1938 concernant le personnel auxiliaire à traitement ou salaire mensuel des divers services du Territoire;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics et des transports;

**DECIDE :**

**ARTICLE PREMIER, —** Sont titularisés dans l'emploi d'agents auxiliaires pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1939 les agents auxiliaires stagiaires dont les noms suivent :

**TRAVAUX PUBLICS**

**SUBDIVISION DU SUD**

Mathias Akamah  
Alfred Folly  
Kokou Gbla  
Amouzou Adjoda  
Sipotou François  
Semegbo Amoussouvi  
Lucas Gbèdè  
Capo-Chichi Max

Menssah André  
Kondor Awoua  
Tetingo Djofaré  
Edoh Nador  
Casiano Adjahi  
Tevi Victor  
Adjevi Pierre  
Akakpo Hubert

**SUBDIVISION DU NORD**

Kouzo Bernard  
Otto Joseph  
da Sylva Cosme

Bonfou Salifou  
da Sylva Damien

**SERVICE TOPOGRAPHIQUE**

Brahima

Degboe Basile

**BUREAU D'ETUDES**

Grünitzsky Nicolas

Soulé Mamadou

**CHEMIN DE FER**

**COMPTABILITÉ-MATIÈRES**

Robert Augustin

Mensah Augustin

## EXPLOITATION

Nyahé Joseph	Malm Moïse
Sehovon Ayi	Ametovi Agbénigan
Agbodo Daniel	Kouao Joseph
Tevi Henri	Midadjé Etsè
Amouzou Ayi	Guigli Issa
Mawoussi Antoine	Lawson Robert
Sitti Ayi	Messan amouzou
Akakpo Métépé	Tibo Simon
Atiopou Améovo	Sanvee Victor
Mensah Albert	Freitas Louis
Boubou Kouala	Schneider Jean
Ocloo Primus	Bedjean Simon
Achille Alexandre	Mensah Honoré
Lawson Georges	Agbevè Simon
Saumon Robert	d'Almeida Antoine
Lawson Elias	Miheaye Gabriel
Lawson Boevi	Van-Lare
Lambada Akakpovi	Mamadou Bouraïma
Seidou Mossi	Woto Bernard
Ziangbe Kodjo	Sagbo Akakpo
Edoh Kplakou	Amouzou Nicolas
Assou Agbénossi	Afanou Goussi
Amouzou John	Sahainou Denis
Gbedekpoui Anani	Fumey Michel

## VOIE ET BATIMENTS

Sodoga Stanislas	Amouzou Antoine
Kponvi Joseph	Folli Pierre
Madjri François	Kpakpo
Dohou Elie	Sodjati
Akakpo	Fayossewo François
Mensah Joseph	Dovey Robert
Moevi André	Kagni Vitus
Gbedey Hubert	d'Almeida Etienne
Follivi	Ayayi Koutodjo
Toudji Joseph	Akakpo Nicolas
Amevo	Kekessi Léonard
N'kouako	Atsou Sakpo
Sossouh Alphonse	Hodome Badagbo
Amouzou Apétogbo	Agbodjan François
Dogbe Augustin	Tevi Kpakpo
Amouzou	James Amétépé Dada
Akouété Faustin	Dogbe Michel
Tevi Laurent	Amouzou
Amavi Mathias	Assogba Albert
Folly	Eklou Raphaël
Fagla Jean	Hans
Kossi	Amouzou Karl
Edohr Azianley	Djondo Martin
Gnabonodo	Plinn Kouessan
Koueviakoué Jean	Attisso Laurent
Lawson Mathieu	Avoussou Sewonou
Komlanvi Afadomi	Boco Pierre
Djaodo Laurent	Benjamin Robert
Kouwonou Sehoh	Kassegne Théodore
Gato François	Wogbloé Thomas
Yekpaye	Kpelli
François	Maglo Louis
Kalipé Alphonse	Amouzou Blaise
Guézéré	Kouassi
Akakpo Adensi	Togbe
Tande Hilaire	Allih
d'Almeida François	Akpity Ernest
Ayité Eustache	Adjangba Antoine
Zoumaro	Kokou Ambroise
Akibode Théodore	Bavon Emile
Mathey Joseph	Agbodji Jean
Kodjo Eklou	Ezi Peter

## MATIÈRE

Senouvo Alphonse  
Joseph Ayité  
Kpanti Augustin Joachim  
Kampo Porou  
Agboka Midjrato  
Kadega  
Degan Simon  
Djombo Tognon  
Adikadonou  
Nicolas Anatole  
Abani Dabani

## WHARF

Missoh Félix	Dugbe
Kpakpo Michel	Lawson
Akoussan Joseph	Kouevi V.
Kouévi Albert	Adanou G.
Assogba Nyinofoun	Edoh Robert
Thomas Messan	Agbodzé
Lokossou	Segbé Bossou
John Agboli	Akakpo Edoh
Louis	Messanvi
Foli I	Akotsou
Amadou	Etse I
Kpetigo	Paul
Dogbe	Kouakou
Sanvi	Anani
Kouassi	Antoine
Attiogbé	G.
Tossou I	G.
Dovi	Aboti
Akoete	

ART. 2. — La présente décision sera communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 25 janvier 1939.  
GRADASSI.

## Licenciement

DECISION N° 75 portant licenciement d'agents auxiliaires stagiaires.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant sur les dépenses administratives du Togo, modifié par le décret du 20 juillet 1937;

Vu le règlement du 3 janvier 1938 concernant les agents auxiliaires à traitement ou salaire mensuel dans le Territoire;

Vu les décisions n° 64 et 69 des 24 et 25 novembre 1938 relatives à la titularisation d'agents auxiliaires stagiaires;

## DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les agents auxiliaires stagiaires des divers services du Territoire qui ont accompli un an de stage au 1<sup>er</sup> janvier 1939 et qui ne sont titularisés à cette dernière date, sont licenciés de leur emploi pour compter du 1<sup>er</sup> février 1939.

Ces agents peuvent être repris en qualité d'agents journaliers si les nécessités du service l'exigent.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 26 janvier 1939.

GRADASSI.

## EXPLOITATION

Nyahé Joseph	Malm Moïse
Sehovon Ayi	Ametovi Agbégmigan
Agbodo Daniel	Kouao Joseph
Tevi Henri	Midadjé Etsè
Amouzou Ayi	Guigli Issa
Mawoussi Antoine	Lawson Robert
Sitti Ayi	Messan amouzou
Akakpo Métépé	Tibo Simon
Atiopou Améovo	Sanvee Victor
Mensah Albert	Freitas Louis
Boubou Kouala	Schneider Jean
Ocloo Primus	Bedjean Simon
Achille Alexandre	Mensah Honoré
Lawson Georges	Agbevè Simon
Saumon Robert	d'Almeida Antoine
Lawson Elias	Miheaye Gabriel
Lawson Boevi	Van-Lare
Lambada Akakpovi	Mamadou Bouraïma
Seidou Mossi	Woto Bernard
Ziangbe Kodjo	Sagbo Akakpo
Edob Kplakou	Amouzou Nicolas
Assou Agbénossi	Afanou Goussi
Amouzou John	Sahainou Denis
Gbedekpoui Anani	Fumey Michel

## VOIE ET BATIMENTS

Sodoga Stanislas	Amouzou Antoine
Kponvi Joseph	Folli Pierre
Madjri François	Kpakpo
Dohou Elie	Sodjati
Akakpo	Fayossewo François
Mensah Joseph	Dovey Robert
Moevi André	Kagni Vitus
Gbedey Hubert	d'Almeida Etienne
Follivi	Ayayi Koutodjo
Toudji Joseph	Akakpo Nicolas
Amevo	Kekessi Léonard
N'kouako	Atsou Sakpo
Sossouh Alphonse	Hodome Badagbo
Amouzou Apétogbo	Agbodjan François
Dogbe Augustin	Tevi Kpakpo
Amouzou	James Amétépé Dada
Akouété Faustin	Dogbe Michel
Tevi Laurent	Amouzou
Amavi Mathias	Assogba Albert
Folly	Eklou Raphaël
Fagla Jean	Hans
Kossi	Amouzou Karl
Edohr Azianley	Djondo Martin
Gnabonodo	Plinn Kouessan
Koueviakoué Jean	Attisso Laurent
Lawson Mathieu	Avoussou Sewonou
Komlanvi Afadomi	Boco Pierre
Djaodo Laurent	Benjamin Robert
Kouwonou Sehoh	Kassegne Théodore
Gato François	Wogbloé Thomas
Yekpaye	Kpelli
François	Maglo Louis
Kalipé Alphonse	Amouzou Blaise
Guézéré	Kouassi
Akakpo Adensi	Togbe
Tande Hilaire	Allih
d'Almeida François	Akpity Ernest
Ayité Eustache	Adjamgba Antoine
Zoumaro	Kokou Ambroise
Akibode Théodore	Bavon Emile
Mathey Joseph	Agbodji Jean
Kodjo Eklou	Ezi Peter

## MATÉRIEL ET TRACTION

Senouvo Alphonse	Akindéle
Joseph Ayité	Mensah Faustin
Kpanti Augustin Joachim	Akoussan Jean
Kampo Porou	Afagnike Edouard
Agboka Midjrato	Kpodo
Kadega	Saba
Degan Simon	Amemoto
Djombo Tognon	Tossavi Djossouvi
Adikadonou	Azaledjie Anthonio
Nicolas Anatole	Ayawo Séhovoé
Abani Dabani	Benoît Akpakah

## WHARE

Missoh Félix	Dugbe Jean
Kpakpo Michel	Lawson Amos
Akoussan Joseph	Kouevi Victor
Kouévi Albert	Adanou Gabriel
Assogba Nyinofoun	Edoh Robert
Thomas Messan	Agbodzé
Lokossou	Segbé Bossou
John Agboli	Akakpo Edoh
Louis	Messanvi
Foli I	Akotsou
Amadou	Etse I
Kpetigo	Paul
Dogbe	Kouakou
Sanvi	Anani
Kouassi	Antoine
Attigbé	Gbede
Tossou I	Gnali
Dovi	Abotsi
Akoete	

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 25 janvier 1939.

GRADASSI.

## Licenciemment

DECISION N° 75 portant licenciement d'agents auxiliaires stagiaires.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le règlement du 3 janvier 1938 concernant le personnel auxiliaire à traitement ou salaire mensuel des divers services du Territoire;

Vu les décisions n° 64 et 69 des 24 et 25 janvier 1939 portant titularisation d'agents auxiliaires stagiaires;

## DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les agents auxiliaires stagiaires des divers services du Territoire, qui ont accompli un an de stage au 1<sup>er</sup> janvier 1939 et qui ne sont pas titularisés à cette dernière date, sont licenciés de leur emploi pour compter du 1<sup>er</sup> février 1939.

Ces agents peuvent être repris en qualité d'agents journaliers si les nécessités du service l'exigent.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 26 janvier 1939.

GRADASSI.